

Art. 41. In artikel 2, lid 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 32° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "een producent van hernieuwbare brandstoffen van niet-biologische oorsprong" worden ingevoegd tussen de woorden "een producent van biomassa" en de woorden "een inzamelaar van afval";

a) de woorden "van hernieuwbare brandstoffen van niet-biologische oorsprong" worden ingevoegd tussen de woorden "die energie uit biomassa produceren," en de woorden "of een andere exploitant";

2° er wordt een punt 33° ingevoegd, luidend als volgt:

"33° hernieuwbare brandstoffen van niet-biologische oorsprong: vloeibare of gasvormige brandstoffen waarvan de energie-inhoud afkomstig is van andere hernieuwbare energiebronnen dan biomassa;"

Art. 42. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt :

"Energie die geproduceerd is op basis van vloeibare biomassa en biomassabrandstoffen, alsook energie die geproduceerd is op basis van hernieuwbare brandstoffen van niet-biologische oorsprong, wordt alleen in aanmerking genomen voor de doeleinden bedoeld in lid 2 indien zij voldoet aan de duurzaamheids- en broeikasgasemissiereductiecriteria bedoeld in de afdelingen 2, 3 en 4 van dit hoofdstuk, alsook in het geval bedoeld in artikel 4. ";

1° lid 2 wordt 2° aangevuld met de woorden ", evenals de hernieuwbare brandstoffen van niet-biologische oorsprong".

Art. 43. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 16. Om aan te tonen dat de duurzaamheids- en broeikasgasemissiereductiecriteria voor niet-biologische biomassa of hernieuwbare brandstof worden nageleefd, gaat elke partij niet-biologische biomassa of hernieuwbare brandstof vergezeld van een bewijs van duurzaamheid dat is afgegeven door de marktpartij die met het oog op de toepassing van artikel 3 beweert aan deze criteria te voldoen.

Om een bewijs van duurzaamheid te kunnen afgeven, moet de marktdeelnemer houder zijn van een van de vrijwillige certificeringen die door de Europese Commissie zijn erkend overeenkomstig artikel 30, §§ 4 en 5, van Richtlijn 2018/2001.

De vrijwillige certificering wordt jaarlijks gecontroleerd door een conformiteitsbeoordelingsinstantie." . "

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepaling*

Art. 44. De Minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 mei 2024.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/009723]

10 OCTOBRE 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre Ministres et portant règlement du fonctionnement du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 68, alinéa 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi spéciale du 16 juillet 1993 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2024 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2024 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu le rapport du 1^{er} octobre 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension de genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Considérant la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ;

Considérant le décret du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics ;

Considérant le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne ;

Considérant le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Considérant le décret spécial du 12 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement ;

Considérant le décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Vu l'urgence ;

Considérant la nécessité de corriger le plus rapidement possible les erreurs constatées en ce début de législature et de compléter les deux arrêtés du Gouvernement wallon du 15 juillet 2024, d'une part, portant règlement du fonctionnement du Gouvernement et, d'autre part, fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Considérant qu'il convient d'assurer la continuité du service public et la sécurité juridique de l'action du Gouvernement wallon ; que cette nécessité implique l'entrée en vigueur des présentes dispositions de manière rétroactive au 15 juillet 2024 ;

Sur la proposition du Ministre-Président ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Répartition des compétences

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Ministre : un membre du Gouvernement wallon ;

2° loi : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée notamment par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001, du 12 août 2003, du 19 juillet 2012 et du 6 janvier 2014 ;

3° décret : le décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. Adrien Dolimont, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal, est compétent pour :

1° la coordination :

a) de la politique du Gouvernement et celle de sa communication tant au sein du Service public de Wallonie qu'en dehors, en ce compris les Espaces Wallonie ;

b) du Plan de relance de la Wallonie ;

c) des dossiers relatifs aux Fonds structurels européens, leur mise en œuvre et leur évaluation ;

d) de la gestion des risques et des situations de crise par les acteurs compétents ;

e) de l'évaluation préliminaire des risques d'inondation, de la mise à jour des cartographies relatives aux inondations et des plans de gestion des risques d'inondation ;

2° les relations intra-belges, en ce compris la saisine des Comités de concertation, le fonctionnement des institutions et les relations avec le Parlement ;

3° les relations internationales, en ce compris les relations avec les institutions européennes nationales et régionales et la représentation du Gouvernement au sein des instances de la Grande Région, ainsi que la coopération au développement telle que visée à l'article 6^{ter} de la loi ;

4° les calamités naturelles publiques, telles que visées à l'article 6, § 1^{er}, II, 5°, de la loi ;

5° la répartition des moyens reçus de la Loterie Nationale ;

6° l'évaluation, la prospective et la statistique ;

7° la demande d'ordonner des poursuites, la participation à l'élaboration des directives de politique criminelle et la participation aux réunions du Collège des procureurs généraux, telles que visées à l'article 11^{bis} de la loi ;

8° l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, 4°, de la loi ;

9° les affaires juridiques générales ;

10° la traduction ;

11° le budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'administration, le contrôle et la surveillance des cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics et les compétences fiscales transférées aux Régions ;

12° la recherche scientifique, telle que visée à l'article 6^{bis} de la loi ;

13° le bien-être des animaux, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, XI, de la loi.

Art. 3. François Desquesnes, Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, est compétent pour :

1° l'aménagement du territoire, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, I, de la loi, en ce compris la prospective pour l'extension des zones urbaines et à l'exception du 7°, sans préjudice de l'article 5, alinéa 1^{er}, 7° ;

2° les recours en matière de permis uniques, sans préjudice de l'article 5, alinéa 1^{er}, 5° ;

3° les richesses naturelles, telles que visées à l'article 6, § 1^{er}, VI, 5°, de la loi ;

4° les travaux publics et le transport, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, à l'exception du 7°, en ce compris le transport scolaire, tel que visé à l'article 3, 5°, du décret ;

5° la politique en matière de sécurité routière, telle que visée par l'article 6, § 1^{er}, XII, de la loi, en ce compris la tutelle sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques ;

6° la mobilité, y compris la promotion des voies navigables et du RAVEL, la mobilité douce et la fiscalité automobile ;

7° les aspects régionaux de la mise en œuvre du plan d'investissement de la SNCB ;

8° le régime juridique relatif aux voiries communales ;

9° les pouvoirs subordonnés, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi ;

10° la tutelle administrative, telle que visée à l'article 7 de la loi et telle que visée tant par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation sur les zones de police que par la loi organique des centres d'action sociale ;

11° la politique des grandes villes ;

12° la procédure judiciaire spécifiquement applicable en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique telle que visée à l'article 6^{quater} de la loi.

Art. 4. Pierre-Yves Jeholet, Vice-Président et Ministre de l'Économie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation, est compétent pour :

1° l'économie, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VI, 1° à 3°, et 6° à 8°, de la loi, en ce compris:

a) les P.M.E. et l'agrégation des entrepreneurs ;

b) le fonds d'impulsion économique en faveur des zones en reconversion et particulièrement défavorisées, en ce compris la coordination des dossiers ;

c) les pôles de compétitivité et leur coordination ;

d) le pôle de l'image ;

e) l'accueil des investissements étrangers ;

2° le commerce extérieur ;

3° les technologies nouvelles, y compris le réseau des fibres optiques ;

4° les télécommunications ;

5° les cyber-classes et cyber-écoles ;

6° l'économie numérique ;

7° la tutelle sur SA SOWAFINAL sans préjudice des compétences spécifiques des Ministres fonctionnels inhérentes aux programmes de financement ;

8° la politique de l'emploi, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi ;

9° la promotion sociale, telle que visée à l'article 3, 2°, du décret ;

10° la reconversion et le recyclage professionnels tels que visés à l'article 3, 3°, du décret, sauf en ce qui concerne le secteur agricole ;

11° les systèmes de formation en alternance visés à l'article 3, 4°, du décret.

Art. 5. Yves Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale, est compétent pour :

1° la politique de santé, telle que visée à l'article 3, 6°, du décret, en ce compris la politique des prix dans les maisons de repos ;

2° l'aide aux personnes, telle que visée à l'article 3, 7°, du décret, en ce compris les droits des femmes, l'égalité des chances et la coordination de la lutte contre la pauvreté, à l'exception du régime juridique relatif aux centres publics d'action sociale et de la tutelle sur ceux-ci ;

3° les prestations familiales visées à l'article 3, 8°, du décret ;

4° l'économie sociale ;

5° l'environnement, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, II, 1° à 4°, de la loi, en ce compris la politique des prix dans le secteur de l'eau, l'éducation à l'environnement et le dragage des voies hydrauliques, dont le dragage proprement dit, le traitement, le séchage et la valorisation des résidus de dragage, ainsi que les recours contre un permis unique délivré conjointement par le fonctionnaire délégué territorialement compétent pour le Luxembourg et le fonctionnaire technique, ou délivré sur avis du fonctionnaire délégué territorialement compétent pour le Luxembourg ou sur la base d'un rapport de synthèse établi conjointement par ce fonctionnaire délégué ;

6° le démergement, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, III, 9°, de la loi ;

7° l'aménagement du territoire, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, I, de la loi, en ce compris la prospective pour l'extension des zones urbaines et à l'exception du 7°, lorsque le fonctionnaire délégué territorialement compétent pour le Luxembourg :

a) a remis un avis préalablement à l'approbation :

i. d'un schéma de Développement pluricommunal ou communal, tel que visé aux articles D.II.5 et suivants, du Code du Développement territorial ;

ii. d'un schéma d'orientation local, tel que visé aux articles D.II.11 et suivants, du Code du Développement territorial ;

iii. d'une révision du plan de secteur à l'initiative d'une personne physique ou morale, privée ou publique, d'une commune ou dans le cadre d'une procédure conjointe plan-permis, telles que visées aux articles D.II.48, D.II.49, et D.II.54/4, du Code du Développement territorial ;

iv. d'un guide communal d'urbanisme, tel que visé à l'article D.III.1 et suivants, du Code du Développement territorial ;

v. de la reconnaissance d'un site à réaménager, tel que visé aux articles D.V.1 et suivants, du Code du Développement territorial ;

vi. d'un périmètre de remembrement urbain, tel que visé à l'article D.V.9, du Code du Développement territorial ;

vii. d'un périmètre-permis, tel que visé aux articles D.V.16 et suivants, du Code du Développement territorial ;

b) a octroyé un permis ou un certificat d'urbanisme n° 2 ou remis un avis au Collège communal sur un tel acte dans le cadre d'un recours au Gouvernement wallon prévu en vertu de l'article D.IV.24 du Code du Développement territorial ;

c) a suspendu un permis ou un certificat d'urbanisme n° 2 en application de l'article D.IV.62, du Code du Développement territorial, lorsque le Gouvernement doit statuer conformément à l'article D.IV.24 du Code du Développement territorial ;

d) a remis un avis dans le cadre d'une expropriation pour cause d'utilité publique, telle que visée aux articles 17 et suivants du décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation ;

e) a remis un avis, tant en première instance qu'au stade du recours, sur une demande de permis intégré qui fait l'objet d'un recours, tel que visé à l'article 101 du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, ou a exercé un tel recours ;

f) a sollicité une demande visant la création, la modification ou la suppression d'une voirie communale dont la décision fait l'objet d'un recours, tel que visé à l'article 18 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

g) a remis un avis, tant en première instance qu'au stade du recours, sur une demande visant la création, la modification ou la suppression d'une voirie communale dont la décision fait l'objet d'un recours, tel que visé à l'article 18 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

h) a exercé un recours à l'encontre d'une décision visant la création, la modification ou la suppression d'une voirie communale, tel que visé à l'article 18 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale.

Art. 6. Jacqueline Galant, Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives, est compétente pour :

- 1° la fonction publique et l'administration ;
- 2° l'implantation des services et organismes, ainsi que la gestion immobilière ;
- 3° l'authentification des actes à caractère immobilier tels que visés à l'article 6quinquies de la loi ;
- 4° la gestion mobilière ;
- 5° la simplification administrative ;
- 6° l'e-gouvernement, l'informatique administrative et la digitalisation ;
- 7° la cartographie ;
- 8° les infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées d'éducation physique, de sports et de vie en plein air, telles que visées à l'article 3, 1°, du décret.

Art. 7. Valérie Lescrenier, Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite enfance, est compétente pour :

- 1° le tourisme, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, VI, 9°, de la loi ;
- 2° les monuments et les sites, y compris les fouilles, tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, I, 7°, de la loi ;
- 3° les infrastructures d'accueil de la petite enfance de quelque nature que ce soit, le financement de ces infrastructures et le suivi de ce financement ;
- 4° les droits de l'enfant.

Art. 8. Cécile Neven, Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports, est compétente pour :

- 1° l'énergie, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VII, de la loi ;
- 2° le climat, en ce compris la transition écologique et la coordination du Plan Air-Climat ;
- 3° le développement durable ;
- 4° le logement, tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, IV, de la loi, en ce compris la coordination du plan "Habitat permanent dans les équipements touristiques" ;
- 5° les aéroports et les aérodromes publics tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, X, 7°, de la loi.

Art. 9. Anne-Catherine Dalcq, Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité, est compétente pour :

- 1° l'agriculture, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, V, de la loi, en ce compris le Centre de recherches agronomiques de Gembloux, les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure de produits agricoles et horticoles ;
- 2° la politique des débouchés et des exportations et la promotion extérieure, telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, VI, 3°, pour ce qui concerne les produits agricoles et horticoles ;
- 3° la reconversion et le recyclage professionnels, tels que visés à l'article 3, 3°, du décret pour ce qui concerne le secteur agricole ;
- 4° la rénovation rurale et la conservation de la nature, telles que visées à l'article 6, § 1^{er}, III, de la loi, à l'exception du 9°, en ce compris l'éducation à la nature ;
- 5° le fonds d'impulsion du développement économique rural, en ce compris la coordination des dossiers.

Art. 10. En cas de conflit d'intérêts dans le chef d'un ministre ou lorsque son impartialité ou son indépendance pourrait être mise en cause, le ministre concerné en informe le Gouvernement et s'abstient de prendre toute décision.

CHAPITRE 2. — *Organisation des séances du Gouvernement*

Art. 11. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement délibère collégalement selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région wallonne.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, il est interdit au ministre de participer à la délibération relative à une décision à laquelle il a un intérêt personnel.

Art. 12. Le Gouvernement délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents, chacun des groupes politiques formant la majorité étant représenté.

Art. 13. Le Gouvernement peut, sur la proposition de son Ministre-Président, inviter un Ministre du Gouvernement de la Communauté française à assister à sa séance.

Le Ministre invité porte la qualité de Ministre associé et n'est pas pris en compte dans les règles de délibération visées à l'article 12.

Art. 14. Le Ministre-Président établit l'ordre du jour.

Ne sont pas inscrits à l'ordre du jour, sauf urgence dûment justifiée, les points en première lecture ou en lecture unique pour lesquels n'est pas joint, alors que requis :

- 1° l'avis de l'Inspection des Finances, sauf s'il n'a pas été remis dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception du dossier complet ou dans les vingt jours ouvrables à la demande de l'Inspection des Finances ;
- 2° l'avis de Wallonie Finances Expertises, sauf s'il n'a pas été remis dans les dix jours ouvrables à compter de la réception du dossier complet ;

3° la demande d'accord du Ministre de la Fonction publique sur un dossier complet, le cas échéant accompagnée des avis visés au 1° et 2°. Cet accord est sollicité 48h avant la convocation à une réunion d'un groupe de travail inter-cabinets ou l'organisation d'une procédure de silence et intervient au plus tard le lundi précédant la séance à 12h ;

4° la demande d'accord du Ministre du Budget sur un dossier complet, le cas échéant accompagnée des avis visés au 1° et 2°. Cet accord est sollicité 48h avant la convocation à une réunion d'un groupe de travail inter-cabinets ou l'organisation d'une procédure de silence et intervient au plus tard en séance ;

5° l'avis LEGISA du SPW Support, sauf s'il n'a pas été remis dans les dix jours ouvrables après réception du dossier complet ou dans les vingt jours ouvrables à la demande motivée du SPW Support. Pour les points adoptés en trois lectures, l'avis LEGISA est sollicité au plus tard en deuxième lecture.

Art. 15. Les points non-inscrits à l'ordre du jour ne sont pas pris en considération, sauf urgence dûment justifiée.

Un Ministre peut demander l'évocation d'une compétence relevant d'un autre Ministre.

Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de mise au point en commun.

Le report d'un point peut être demandé avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

CHAPITRE 3. — *De la signature des actes du Gouvernement*

Art. 16. Les projets de décrets et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le ou les Ministres qui ont dans leurs attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté et sont contresignés par le Ministre-Président.

La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement en matière de Fonction publique des unités d'administration publique sont signés, conjointement, par le Ministre de la Fonction publique et le ou les Ministres exerçant la tutelle sur les unités d'administration publiques concernées.

La signature électronique des documents est privilégiée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un Ministre, celui-ci peut désigner le Ministre habilité à signer en son nom et pour son compte.

Art. 17. Toute circulaire à portée générale est cosignée par le Ministre-Président et transmise, sans délai, par son auteur aux autres membres du Gouvernement.

CHAPITRE 4. — *Compétences exclusives relevant du Gouvernement wallon*

Art. 18. Le Gouvernement est seul habilité à :

1° délibérer de tout projet de décret et d'arrêté du Gouvernement réglementaire ;

2° délibérer de toute proposition de décret posée à l'ordre du jour d'une Commission du Parlement wallon et peut délibérer sur les propositions d'amendement ;

3° adopter tout projet de décret relatif au budget de la Région wallonne et régler l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Région wallonne. Le projet de décret relatif au budget est accompagné des plans de personnel et des organigrammes du Service public de Wallonie pour chaque direction générale et pour chaque unité d'administration publique ;

4° délibérer de tout projet ou proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services du Service public de Wallonie ou des unités d'administration publique ;

5° délibérer les programmes d'investissements couvrant une ou plusieurs années et, notamment, ceux s'inscrivant dans le cadre d'un financement alternatif ou d'un partenariat public privé. Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et, s'il échet, celle de leurs bénéficiaires ainsi qu'une programmation pluriannuelle en termes SEC. Le cas échéant, l'avis de l'Institut des Comptes Nationaux est sollicité et joint au dossier présenté au Gouvernement ;

6° lorsque la Région est soit associée à la conception ou à l'élaboration d'une politique, soit représentée au sein des organes ou organismes qui en sont chargés, arrêter les éléments de la politique de la Région, à désigner ses représentants auprès de ces organes ou organismes, à leur donner toute directive nécessaire et à recevoir leurs rapports ;

7° émettre au nom de la Région un avis ou un accord à l'intention des pouvoirs ou organismes communautaires, fédéraux, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande ;

8° délibérer sur les projets de traité, d'accord de coopération à caractère national ou international, sur présentation du Ministre-Président conjointement avec le Ministre fonctionnellement compétent. Préalablement à leur approbation par le Gouvernement, les traités et accords de coopération sont préparés conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent ;

9° arrêter les programmations relatives au Fonds européens, la sélection des projets, les transferts entre projets d'un portefeuille de projets ou entre portefeuilles, et les réallocations de moyens entre projets. Ces dossiers sont préparés et cosignés conjointement par le Ministre-Président et le ou les Ministres fonctionnellement compétents. Un rapportage semestriel détaillé est communiqué au Ministre-Président et aux vices-présidents ;

10° accréditer les Inspecteurs des Finances et à fixer leur affectation auprès de ses membres sur proposition du Ministre du Budget ;

11° à approuver, sur proposition du Ministre du Budget, le projet de délibération tendant à autoriser l'engagement, la liquidation et le paiement des dépenses au-delà des crédits votés.

CHAPITRE 5. — *Marchés publics*

Art. 19. § 1^{er}. Le Gouvernement choisit le mode de passation des marchés publics visés à l'article 169, alinéa 1^{er}, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics dont l'estimation est supérieure aux montants figurant au tableau ci-après :

	Procédure ouverte Procédure restreinte	Procédure concurrentielle avec négociation Procé- dure négociée directe avec publication préalable Dialogue compétitif et partenariat d'innovation	Procédure négociée sans publication préalable
Travaux	15.000.000 €	3.000.000 €	1.500.000 €
Fournitures	8.000.000 €	1.000.000 €	600.000 €
Services	3.000.000 €	600.000 €	300.000 €

Sauf décision contraire du Gouvernement, le ministre compétent est chargé de l'attribution et de l'exécution des marchés pour lesquels le Gouvernement a déterminé le mode de passation.

§ 2. Le Gouvernement attribue le marché lorsque le montant estimé du marché est inférieur au montant correspondant fixé au paragraphe 1^{er}, mais que le montant de l'offre à approuver dépasse ce montant de plus de quinze pourcents.

§ 3. Le Gouvernement marque accord sur la passation des concessions de travaux publics et les concessions de services dont le montant estimé hors T.V.A. est supérieur à 5.500.000 euros.

§ 4. Le Gouvernement marque accord sur tout projet de convention pouvant avoir pour conséquence d'engager en matière de travaux, fournitures ou services, dans le cadre des seuils prévus au paragraphe 1^{er} pour la procédure négociée sans publication préalable, la Région wallonne ou un organisme relevant de l'autorité hiérarchique d'un Ministre ;

Pour le calcul des seuils, il convient de prendre en considération l'ensemble de la dépense découlant du projet de convention.

Art. 20. La décision du Gouvernement est remplacée par la décision du Ministre-Président dans les cas visés aux articles 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, b), et 124, § 1^{er}, 5^o, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics pour autant qu'elle ne puisse pas être prise préalablement en raison de l'urgence.

Il appartient, dans ce cas, au ministre compétent d'informer sans délai le Gouvernement. L'urgence invoquée est justifiée.

Art. 21. Par dérogation à l'article 19, l'accord du Gouvernement n'est pas requis :

1^o pour les marchés publics à passer par procédure restreinte, lorsque cette procédure est consécutive à une procédure ouverte pour laquelle l'accord préalable du Gouvernement a été recueilli mais auquel il n'a pas été possible de donner suite en raison des difficultés mineures d'interprétation, soit des dispositions du cahier spécial des charges, soit des offres remises, le cahier spécial des charges pouvant uniquement subir les adaptations rendues strictement nécessaires par les difficultés précitées ;

2^o pour les marchés publics à passer par procédure négociée dans les cas visés aux articles 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, c), et 5^o, et 124, § 1^{er}, 2^o, 9^o, 10^o et 12^o, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

3^o dans le cadre de mesures d'office, pour les marchés publics à conclure avec un ou plusieurs tiers pour compte d'un adjudicataire défaillant ;

4^o pour les marchés passés par procédure négociée sur pied de l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Art. 22. Le montant des marchés publics est à évaluer, selon le cas, en fonction des règles fixées par l'article 7 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ou l'article 7 de l'arrêté royal du 18 juin 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux.

En cas de travaux, de fournitures ou de services complémentaires visés aux articles 38/1 et 38/2 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, le montant du marché principal est également pris en compte.

CHAPITRE 6. — *Fonction publique*

Art. 23. § 1^{er}. Pour l'application du présent article relatif à la Fonction publique, sont qualifiés de :

1^o Dossiers A, les dossiers qui sont soumis à la décision du Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique et qui concernent :

a) les arrêtés à caractère organique ou réglementaire ;

b) l'octroi des délégations en matière de personnel et de budget pour ce qui concerne le Service public de Wallonie ;

c) le cadre organique du Service public de Wallonie ;

d) l'organigramme du Service public de Wallonie dans sa globalité ;

e) tout acte relatif au régime des mandats visé au livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, pour le Service public de Wallonie et les unités d'administration publiques ;

f) les déclarations de vacance d'emplois au grade de rang A3 (non-mandataire) et de directeur pour le Service public de Wallonie et les unités d'administration publique et les déclarations de vacance d'emplois aux grades de rang A5, B1, C1 et D1 pour le Service public de Wallonie ;

g) les promotions aux grades de rang A3 (non-mandataire) et de directeur, ainsi que l'octroi de fonctions supérieures pour ces grades, pour le Service public de Wallonie et les unités d'administration publiques, et les promotions aux grades de rang A5, ainsi que l'octroi de fonctions supérieures pour ce grade, pour le Service public de Wallonie.

Le secrétaire général du Service public de Wallonie et les fonctionnaires-dirigeants des unités d'administration publique transmettent les dossiers A au Ministre de la Fonction publique, au Ministre fonctionnellement compétent et au Ministre du Budget.

Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos des dossiers A concernant le Service public de Wallonie et les unités d'administration publique ;

2° Dossiers B, les dossiers qui sont soumis à la décision du Gouvernement par les Ministres fonctionnellement compétents, avec l'accord de la Ministre de la Fonction publique, et qui concernent :

- a) l'octroi d'autres délégations à des fonctionnaires ;
- b) les cadres organiques des unités d'administration publique ;
- c) les organigrammes des unités d'administration publique ;
- d) les déclarations de vacance d'emplois au grade de rang A5, B1, C1 et D1 pour les unités d'administration publiques ;
- e) les promotions aux grades de rang A5, ainsi que l'octroi de fonctions supérieures pour ce grade, pour les unités d'administration publique ;
- f) les décisions définitives consécutives aux avis rendus par les chambres de recours, pour les emplois d'un rang supérieur au rang A5 ;
- g) les sanctions disciplinaires de démission d'office et de révocation.

Le secrétaire général et les directeurs généraux du Service public de Wallonie et les fonctionnaires-dirigeants des unités d'administration publique transmettent les dossiers B au Ministre de la Fonction publique et au Ministre fonctionnellement compétent.

Le Ministre fonctionnellement compétent est chargé de l'exécution des décisions prises par le Gouvernement à propos des dossiers B concernant les unités d'administration publique ;

3° Dossiers C, les dossiers qui concernent les autres décisions administratives relatives au personnel du Service public de Wallonie ou des unités d'administration publique qui sont laissés à la décision du ministre fonctionnellement compétent, ou, le cas échéant, soumis à la décision du Gouvernement par ledit ministre.

Le secrétaire général et les directeurs généraux du Service public de Wallonie et les fonctionnaires-dirigeants des unités d'administration publique transmettent les dossiers C au Ministre fonctionnellement compétent.

§ 2. Le Ministre de la Fonction publique veille à la cohérence des situations administratives du personnel pour le Service public de Wallonie et les unités d'administration publiques.

L'accord du Ministre de la Fonction publique est requis systématiquement pour les dossiers B.

L'accord du Ministre de la Fonction publique est requis en cas de désaccord entre l'administration et le Ministre fonctionnellement compétent pour les dossiers C.

CHAPITRE 7. — Délégations

Section 1^{ère} — Délégations générales

Art. 24. Sont déléguées à chacun des Ministres pour ce qui concerne leurs compétences respectives :

1° les décisions portant sur les transferts de revenus et en capital versés aux unités d'administration publique (SEC 4130, 4140, 6131, 6132, 6141 et 6142), pour autant que leur montant et l'unité d'administration publique concernée soient inscrits explicitement et nommément dans le budget général des dépenses et pour autant que le montant n'ait pas été soit diminué, soit majoré par réallocation entre le vote du budget et la prise de l'arrêté ministériel d'octroi de la subvention ;

2° les décisions portant sur un maximum d'un million d'euros lorsqu'un bénéficiaire hors Secteur S13.12 est désigné explicitement et nommément dans le budget général des dépenses et pour autant que le montant n'ait pas été soit diminué, soit majoré par réallocation entre le vote du budget et la prise de l'arrêté ministériel d'octroi de la subvention. Si le bénéficiaire n'est pas identifié dans le budget général des dépenses, ce montant est ramené à 500.000 euros ;

3° les communications, les campagnes d'information, les sponsorings, ainsi que sur les réseaux sociaux, quel que soit le support médiatique, destinées au public, qui sont soumises à la Commission de contrôle du Parlement, jusqu'à concurrence de 50.000 euros ;

4° sans limitation du montant, les décisions relatives à des dépenses inscrites dans un programme délibéré au Gouvernement avec indication du ou des bénéficiaires ;

5° les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants en exécution des programmes et programmations visés à l'article 18, 5° ;

6° les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants lorsque ces dernières sont régies par des règles organiques déterminant les conditions d'octroi, les bénéficiaires, les taux de subvention applicables et la nature des dépenses éligibles et qui sont accordées, en vue de réaliser un investissement, à une entité publique visée à l'article L3111-1, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ou à l'article 2 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, dans le cas où le marché public est soumis à l'autorité de tutelle ;

7° avec le Ministre-Président, les arrêtés allouant des subventions quels que soient leurs montants en exécution des programmations visées à l'article 18, 9°, pour autant qu'il n'y ait pas de réallocations budgétaires entre projets au sein ou entre portefeuilles ;

8° les actions judiciaires exercées au nom du Gouvernement tant en demandant qu'en défendant, le sort à réserver aux exploits d'huissiers notifiés par la Région ;

9° les décisions de transaction ou de règlement amiable jusqu'à concurrence de 500.000 euros ;

10° la délivrance d'attestation ;

11° les contrats de cessions amiable, les quittances, les baux et autres actes relatifs à l'acquisition ou la cession d'immeubles ;

12° la poursuite et l'autorisation des expropriations nécessaires à l'exercice des compétences en faisant prévaloir la spécificité de la matière traitée par rapport aux mesures de tutelle générales visées à l'article 7 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

13° la conclusion des baux de location dont le montant du loyer annuel est supérieur à 125.000 euros.

Section 2 — Délégations particulières

Art. 25. Dans les compétences qui leur sont attribuées, les Ministres ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Art. 26. Délégation est accordée :

1° au Ministre-Président l'octroi des licences pour l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que de produits et des technologies à double usage, sans préjudice de la compétence fédérale pour celles concernant l'armée et la police.

2° au Ministre des Pouvoirs locaux pour engager, approuver, liquider les dépenses imputées aux articles de base destinés au Fonds des communes, en ce compris les dotations complémentaires garanties, au Fonds des provinces et au Fonds spécial de l'aide sociale, inscrites au programme 17.091 Affaires intérieures du budget général des dépenses, ainsi qu'aux articles de base destinés au Fonds régional pour les investissements communaux, inscrites au programme 14.048 Travaux subsidiés du budget général des dépenses ;

3° au Ministre des Pouvoirs locaux pour les attributions fixées par les articles L1123-6, L1123-13 et L2112-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et par l'article 20 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, en ce compris l'audition mais à l'exception du prononcé de la sanction disciplinaire. Dans le cadre de l'instruction des dossiers disciplinaires, le Ministre des Pouvoirs locaux peut faire appel au Gouverneur territorialement compétent sauf si ce dernier est à l'origine de l'instruction disciplinaire ;

4° au Ministre des Pouvoirs locaux les décisions portant approbation des contrats d'accompagnement et des prêts en exécution de la législation et de la réglementation relative à l'utilisation du compte CRAC visée dans la convention du 30 juillet 1992 telle qu'amendée, dans la mesure où l'intervention financière de la Région n'est pas sollicitée ;

5° au Ministre des Pouvoirs locaux l'approbation des programmes triennaux visée à l'article L-3342-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visée à l'article 7, § 1^{er}, du décret du 29 avril 2004 relatif aux travaux subsidiés à partir du 1^{er} janvier 2005 ;

6° au Ministre de la Recherche, l'octroi des incitants accordés en exécution de la législation et la réglementation sur les aides à la recherche pour tout dossier d'un montant inférieur à 3.720.000 euros et pour lequel l'Inspecteur des Finances a donné un avis favorable. Toutefois, un rapport semestriel comportant la liste des bénéficiaires et le montant des incitants qui leur sont octroyés en exécution des législations concernées est communiqué aux membres du Gouvernement ;

7° au Ministre de l'Economie, l'agrément des entrepreneurs et l'octroi des incitants accordés en exécution de la législation et la réglementation sur les aides économiques et les aides technologiques pour tout dossier d'un montant inférieur à 3.720.000 euros et pour lequel l'Inspecteur des Finances a donné un avis favorable. Toutefois, un rapport semestriel comportant la liste des entreprises et le montant des incitants qui leur sont octroyés en exécution des législations concernées est communiqué aux membres du Gouvernement ; ;

8° au Ministre du Budget, l'octroi de la garantie régionale accordée en exécution de la législation et de la réglementation sur les aides économiques lorsque le crédit à garantir porte sur un montant maximum de 2.480.000 euros et les aides technologiques lorsqu'elle porte sur programme maximum de 2.480.000 euros ;

9° au Ministre de l'Aménagement du territoire, les arrêtés approuvant les plans d'aménagement et les règlements d'urbanisme d'initiative communale et les révisions de plans de secteur d'initiative communale et privée ;

10° au Ministre de la Sécurité routière, les règlements complémentaires sur la police de la circulation routière ;

11° au Ministre de l'Emploi et de la Formation, la nomination au sein des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation des membres représentant les organisations des employeurs et des travailleurs ;

12° au Ministre de l'Emploi et de la Formation, la nomination des membres des commissions emploi-formation-enseignement.

Art. 27. Le Ministre-Président coordonne toute procédure d'avis, de concertation, de contentieux, d'association ou de coopération avec l'Etat belge, les entités fédérées ou les institutions européennes et internationales.

Ces procédures sont préparées conjointement par le Ministre-Président et le Ministre fonctionnellement compétent, à l'initiative de ce dernier.

Art. 28. Dans le cadre des dossiers relatifs aux fonds européen, le Ministre-Président assure la présidence des différents comités techniques, financiers et de suivi.

Toute décision d'engagement portant sur un Fonds européen ou sur son cofinancement belge ou sur un fonds d'impulsion est notifiée sans délai au Ministre-Président.

CHAPITRE 8. — Informations budgétaires

Art. 29. § 1^{er}. Trimestriellement et avant l'adoption de tout décret budgétaire par le Gouvernement, Wallonie Finances Expertises transmet à chacun des membres du Gouvernement :

- un rapport du Comité de Monitoring ;
- une exécution budgétaire détaillée pour chaque unité d'administration publique.

§ 2. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des liquidations en ce qui concerne les matières relevant de ses compétences.

Le Ministre-Président et les Vice-Présidents ont un accès direct à la comptabilité de l'ensemble des engagements et liquidations.

CHAPITRE 9. — *Dispositions abrogatoire et finales*

Art. 30. Sont abrogés :

- 1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2024 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;
 2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2024 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement.

Art. 31. Le présent arrêté produit ses effets le 15 juillet 2024.

Art. 32. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 octobre 2024.

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,
 A. DOLIMONT

Le Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,
 F. DESQUESNES

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
 P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale,
 Y. COPPIETERS

La Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives,
 J. GALANT

La Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite enfance,
 V. LESCRENIER

La Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports,
 C. NEVEN

La Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
 A-C. DALCQ

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/009723]

10. OKTOBER 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 68 Absatz 1, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2024 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2024 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Berichts vom 1. Oktober 2024, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

In Erwägung des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen;

In Erwägung des Dekrets vom 7. Juli 1993 zur Schaffung von fünf öffentlich-rechtlichen Gesellschaften zur Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichtswesens;

In Erwägung des Dekrets I vom 7. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region;

In Erwägung des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission;

In Erwägung des Sonderdekrets vom 12. Juli 1999 zur Erhöhung der Höchstanzahl der Mitglieder der Regierung;

In Erwägung des Dekrets vom 11. April 2014 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die zu Beginn der Legislaturperiode festgestellten Fehler so schnell wie möglich zu korrigieren und die beiden Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2024 zu ergänzen, einerseits den Erlass zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung und andererseits den Erlass zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regierung;

In der Erwägung, dass die Kontinuität des öffentlichen Dienstes und die Rechtssicherheit des Handelns der Wallonischen Regierung gewährleistet werden müssen; dass diese Notwendigkeit das Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmungen rückwirkend zum 15. Juli 2024 voraussetzt;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Aufteilung der Befugnisse

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: ein Mitglied der Wallonischen Regierung;

2° Gesetz: das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in der insbesondere durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001, vom 12. August 2003, vom 19. Juli 2012 und vom 6. Januar 2014 abgeänderten Fassung;

3° Dekret: das Dekret vom 11. April 2014 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission.

Art. 2 - Adrien Dolimont, Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl, ist zuständig für:

1° die Koordinierung:

a) der Regierungspolitik und ihrer Kommunikation sowohl innerhalb als auch außerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, einschließlich der "Espaces Wallonie";

b) des Wiederaufbauprogramms für die Wallonie;

c) der Akten bezüglich der europäischen Strukturfonds sowie deren Umsetzung und Bewertung;

d) der Bewältigung von Risiken und Krisensituationen durch die zuständigen Akteure;

e) der Vorabbewertung des Hochwasserrisikos, der Aktualisierung der Hochwasserkarten und der Pläne für das Management von Hochwasserrisiken;

2° die innerbelgischen Beziehungen, einschließlich der Befassung der Konzertierungsausschüsse, die Arbeitsweise der Institutionen und die Beziehungen zum Parlament;

3° die internationalen Beziehungen, einschließlich der Beziehungen zu den nationalen und regionalen europäischen Institutionen und der Vertretung der Regierung in den Instanzen der Großregion, sowie die Entwicklungszusammenarbeit gemäß Artikel 6ter des Gesetzes;

4° die Naturkatastrophen im Sinne von Artikel 6 § 1 II Ziffer 5 des Gesetzes;

5° die Verteilung der Mittel der Nationallotterie;

6° die Bewertung, die Zukunftsforschung und die Statistik;

7° den Antrag auf die Anordnung von Verfolgungen, die Teilnahme an der Ausarbeitung von Richtlinien im Bereich der Kriminalpolitik und die Teilnahme an den Versammlungen der Generalprokuratoren gemäß Artikel 11bis des Gesetzes;

8° die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munitionen und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck, im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Ziffer 4 des Gesetzes;

9° allgemeine juristische Angelegenheiten;

10° die Übersetzung;

11° den Haushalt, die Finanzen und das Kassenwesen, einschließlich der Verwaltung, Kontrolle und Aufsicht über die fünf öffentlich-rechtlichen Gesellschaften zur Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichtswesens und der auf die Regionen übertragenen Zuständigkeiten in Steuerfragen;

12° die wissenschaftliche Forschung im Sinne von Artikel 6bis des Gesetzes;

13° den Tierschutz im Sinne von Artikel 6 § 1 XI des Gesetzes;

Art. 3 - François Desquesnes, Vizepräsident und Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden, ist zuständig für:

1° die Raumordnung im Sinne von Artikel 6 § 1 I des Gesetzes, einschließlich der Vorausschau für die Erweiterung der städtischen Gebiete und mit Ausnahme von Ziffer 7, unbeschadet des Artikels 5 Absatz 1 Ziffer 7;

2° die Einsprüche in Bezug auf Gobalgenehmigungen, unbeschadet des Artikels 5 Absatz 1 Ziffer 5;

3° die Naturschätze im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Ziffer 5 des Gesetzes;

4° die öffentlichen Arbeiten und das Transportwesen im Sinne von Artikel 6 § 1 X, mit Ausnahme von Ziffer 7, einschließlich des Schülertransports im Sinne von Artikel 3 Ziffer 5 des Dekrets;

5° die Politik in Sachen Verkehrssicherheit im Sinne von Artikel 6 § 1 XII des Gesetzes, einschließlich der Genehmigungsaufsicht über die ergänzenden Regelungen bezüglich der öffentlichen Straßen.

6° die Mobilität, einschließlich der Förderung der Wasserstraßen und des "R.A.V.E.L.", der sanften Mobilität und der Kraftfahrzeugbesteuerung;

7° die regionalen Aspekte der Durchführung des Investitionsplans der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen;

8° das Rechtssystem betreffend das kommunale Verkehrswegenetz;

9° die untergeordneten Behörden im Sinne von Artikel 6 § 1 VIII des Gesetzes;

10° die Verwaltungsaufsicht im Sinne von Artikel 7 des Gesetzes und im Sinne sowohl des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung über die Polizeizonen als auch im Sinne des Grundlagengesetzes über die öffentlichen Sozialhilfezentren;

11° die Politik der Großstädte;

12° das spezifisch bei Enteignungen zum Nutzen der Allgemeinheit anwendbare Gerichtsverfahren, im Sinne von Artikel 6^{quater} des Gesetzes;

Art. 4 - Pierre-Yves Jeholet, Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung, ist zuständig für:

1° die Wirtschaft im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Ziffern 1 bis 3 und Ziffern 6 bis 8 des Gesetzes, einschließlich:

a) der K.M.B. und der Zulassung der Unternehmer;

b) des wirtschaftlichen Impulsfonds zugunsten der besonders benachteiligten Gebiete, die sich in wirtschaftlicher Umstellung befinden, einschließlich der Koordination der Akten;

c) der Wettbewerbscluster und ihrer Koordination;

d) des Clusters Bildtechnik;

e) der Betreuung ausländischer Investoren;

2° den Außenhandel;

3° die neuen Technologien, einschließlich des Glasfasernetzes;

4° die Telekommunikation;

5° die Cyber-Schulen und die Cyber-Klassen;

6° die digitale Wirtschaft;

7° die Aufsicht über die SA SOWAFINAL, unbeschadet der spezifischen, mit den Finanzierungsprogrammen verbundenen Zuständigkeiten der von der Funktion her zuständigen Minister;

8° die Beschäftigungspolitik, im Sinne von Artikel 6, § 1, IX des Gesetzes;

9° die Sozialförderung im Sinne von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets;

10° die berufliche Umschulung und Weiterbildung im Sinne von Artikel 3 Ziffer 3 des Dekrets, außer was den Agrarsektor betrifft;

11° die Systeme der alternierenden Ausbildung im Sinne von Artikel 3 Ziffer 4 des Dekrets.

Art. 5 - Yves Coppieters, Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft, ist zuständig für:

1° die Gesundheitspolitik gemäß Artikel 3 Ziffer 6 des Dekrets, einschließlich der Preispolitik in Altenheimen;

2° den Personenbestand gemäß Artikel 3 Ziffer 7 des Dekrets, einschließlich der Rechte der Frauen, der Chancengleichheit und der Koordinierung der Armutsbekämpfung, mit Ausnahme der Rechtsordnung für öffentliche Sozialhilfezentren und der Aufsicht über diese;

3° die Familienleistungen, im Sinne von Artikel 3, 8° des Dekrets;

4° die Sozialwirtschaft;

5° die Umwelt im Sinne von Artikel 6 § 1 II Ziffern 1 bis 4 des Gesetzes, einschließlich der Preispolitik im Wassersektor, der Umwelterziehung und des Ausbaggerns von Wasserstraßen, einschließlich des eigentlichen Ausbaggerns, der Behandlung, der Trocknung und der Verwertung von Baggergut, sowie die Einsprüche gegen eine Gobalgenehmigung, die gemeinsam von dem für die Provinz Luxemburg territorial zuständigen beauftragten Beamten und dem technischen Beamten erteilt wurde oder die auf der Grundlage eines Gutachtens des für die Provinz Luxemburg territorial zuständigen beauftragten Beamten oder auf der Grundlage eines von diesem beauftragten Beamten gemeinsam erstellten zusammenfassenden Berichts erteilt wurde;

6° die Entwässerung im Sinne von Artikel 6 § 1 III Ziffer 9 des Gesetzes;

1° die Raumordnung im Sinne von Artikel 6 § 1 I des Gesetzes, einschließlich der Vorausschau für die Erweiterung der städtischen Gebiete und mit Ausnahme von Ziffer 7, wenn der für die Provinz Luxemburg territorial zuständige beauftragte Beamte

a) eine Stellungnahme abgegeben hat vor der Genehmigung:

i. eines gemeindlichen oder mehrgemeindlichen Entwicklungsschemas im Sinne der Artikel D.II.5 ff. des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung;

ii. eines lokalen Orientierungsschemas im Sinne der Artikel D.II.11 ff. des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung;

iii. einer Revision des Sektorenplans auf Initiative einer natürlichen oder juristischen, privaten oder öffentlichen Person, einer Gemeinde oder im Rahmen eines kombinierten Verfahrens Plan-Genehmigung im Sinne der Artikel D.II.48, D.II.49 und D.II.54/4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung;

iv. eines kommunalen Leitfadens für den Städtebau im Sinne der Artikel D.III.1 ff. des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung;

v. der Anerkennung eines neu zu gestaltenden Standorts im Sinne der Artikel D.V.1 ff. des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung;

vi. eines Areals für eine städtische Flurbereinigung im Sinne der Artikel D.V.9 ff. des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung;

vii. eines Areals-Umkreises im Sinne der Artikel D.V.16 ff. des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung;

b) eine Genehmigung oder eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 erteilt oder dem Gemeindegremium eine Stellungnahme zu einer solchen Urkunde im Rahmen eines bei der Wallonischen Region eingereichten Einspruchs gemäß Artikel D.IV.24 des Gesetzbuchs über die räumliche Entwicklung abgegeben hat;

c) eine Genehmigung oder eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 gemäß Artikel D.IV.62 des Gesetzbuchs über die räumliche Entwicklung ausgesetzt hat, wenn die Regierung gemäß Artikel D.IV.24 des Gesetzbuchs über die räumliche Entwicklung entscheiden muss;

d) eine Stellungnahme im Zusammenhang mit einer Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit gemäß Artikel 17 ff. des Dekrets vom 22. November 2018 über das Enteignungsverfahren abgegeben hat;

e) sowohl in erster Instanz als auch im Rahmen eines Einspruchs eine Stellungnahme zu einem Antrag auf eine integrierte Genehmigung abgegeben hat, gegen die einen Einspruch gemäß Artikel 101 des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen eingereicht wurde, oder einen solchen Einspruch eingereicht hat;

f) einen Antrag auf Schaffung, Änderung oder Aufhebung eines kommunalen Wegs beantragt hat, gegen dessen Entscheidung ein Einspruch gemäß Artikel 18 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz eingelegt wurde;

f) sowohl in erster Instanz als auch im Rahmen eines Einspruchs eine Stellungnahme zu einem Antrag auf Schaffung, Änderung oder Aufhebung eines kommunalen Wegs beantragt hat, gegen dessen Entscheidung ein Einspruch gemäß Artikel 18 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz eingelegt wurde;

f) einen Einspruch gegen einen Beschluss zur Schaffung, Änderung oder Aufhebung eines kommunalen Wegs gemäß Artikel 18 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz eingelegt hat.

Art. 6 - Jacqueline Galant, Ministerin für öffentlichen Dienst, administrative Vereinfachung und Sportinfrastruktur, ist zuständig für:

1° den öffentlichen Dienst und die Verwaltung;

2° die Standortwahl der Dienststellen und Einrichtungen sowie die Immobilienverwaltung;

3° die Beglaubigung der Immobilienurkunden im Sinne von Artikel 6^{quinquies} des Gesetzes;

4° die Mobilienvermögensverwaltung;

5° die administrative Vereinfachung;

6° das E-Government, die Informatik in der Verwaltung und die Digitalisierung;

7° die Kartographie;

8° die kommunalen, provinziellen, interkommunalen und privaten Infrastrukturen für Leibeserziehung, Sport und Leben im Freien im Sinne von Artikel 3 Ziffer 1 des Dekrets.

Art. 7 - Valérie Lescrenier, Ministerin für Tourismus, Kulturerbe und Kleinkindbetreuung, ist zuständig für:

1° den Tourismus, im Sinne von Artikel 6, § 1, VI, 9° des Gesetzes;

2° die Denkmäler und Landschaften, einschließlich der Ausgrabungen, im Sinne von Artikel 6 § 1 I Ziffer 7 des Gesetzes;

3° die Infrastrukturen jedweder Art zur Betreuung der frühen Kindheit, die Finanzierung dieser Infrastrukturen und die Überwachung dieser Finanzierung;

4° die Rechte des Kindes.

Art. 8 - Cécile Neven, Ministerin für Energie, den Luft-Klima-Plan, Wohnungswesen und Flughäfen, ist zuständig für:

1° die Energie im Sinne von Artikel 6 § 1 VII des Gesetzes;

2° das Klima, einschließlich des ökologischen Wandels und der Koordinierung des Luft-Klima-Plans;

3° die nachhaltige Entwicklung;

4° das Wohnungswesen im Sinne von Artikel 6 § 1 IV des Gesetzes, einschließlich der Koordinierung des Plans "Ständiges Wohnen in den touristischen Anlagen";

5° die öffentlichen Flughäfen und Flugplätze im Sinne von Artikel 6 § 1 X Ziffer 7 des Gesetzes.

Art. 9 - Anne-Catherine Dalcq, Ministerin für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten, ist zuständig für:

die Landwirtschaft im Sinne von Artikel 6, § 1 V des Gesetzes, einschließlich des Zentrums für agronomische Forschung von Gembloux, der Schlachthöfe und der Zusatz- und Ersatzhilfen für Agrarbetriebe, mit Ausnahme der Anwendung der Gesetze zum Wirtschaftsaufschwung und der Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte im Ausland;

2° die Politik der Absatzmärkte und der Ausfuhren und die Werbung nach außen im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Ziffer 3 in Bezug auf landwirtschaftliche und gartenbauliche Erzeugnisse;

3° die berufliche Umschulung und Weiterbildung im Sinne von Artikel 3 Ziffer 3 des Dekrets, was den Agrarsektor betrifft;

4° die ländliche Erneuerung und die Erhaltung der Natur im Sinne von Artikel 6 § 1 III des Gesetzes, mit Ausnahme von Ziffer 9, einschließlich der Naturerziehung;

5° den Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung, einschließlich der Koordinierung der Akten.

Art. 10 - Im Fall eines Interessenkonflikts bei einem Minister oder wenn seine Unparteilichkeit oder Unabhängigkeit in Frage gestellt werden könnte, informiert der betreffende Minister die Regierung und enthält sich jeglicher Entscheidung.

KAPITEL 2 — Organisation der Regierungssitzungen

Art. 11 - Die Regierung berät kollegial im Konsens und bestimmt die politischen Leitlinien für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, unbeschadet der Vollmachten, die sie ihren Mitgliedern erteilt.

In Abweichung von Absatz 1 ist es dem Minister untersagt, an den Beratungen über eine Entscheidung teilzunehmen, an der er ein persönliches Interesse hat.

Art. 12 - Die Beschlüsse der Regierung über die in der Tagesordnung vorgesehenen Punkte sind gültig, wenn mehr als die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend sind, wobei jede der politischen Fraktionen, die die Mehrheit bilden, vertreten ist.

Art. 13 - Die Regierung ist befugt, auf Vorschlag ihres Ministerpräsidenten, einen Minister der Französischen Gemeinschaft zur Teilnahme an ihrer Sitzung einzuladen.

Der eingeladene Minister hat die Eigenschaft eines beigeordneten Ministers und wird bei den in Artikel 12 angeführten Bestimmungen für die Beschlussfassung nicht berücksichtigt.

Art. 14 - Der Ministerpräsident stellt die Tagesordnung auf.

Vorbehaltlich einer ordnungsgemäß begründeten Dringlichkeit werden keine Punkte auf die Tagesordnung gesetzt, die in erster oder einziger Lesung behandelt werden und für die nicht folgende Dokumente beigelegt sind, obwohl diese erforderlich sind:

1° die Stellungnahme der Finanzinspektion, es sei denn, sie wurde nicht innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt der vollständigen Akte oder innerhalb von zwanzig Werktagen auf Antrag der Finanzinspektion eingereicht;

2° die Stellungnahme von Wallonie Finanzen Begutachtung, es sei denn, sie wurde nicht innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt der vollständigen Akte eingereicht;

3° der Antrag auf Zustimmung des Ministers für den öffentlichen Dienst zu einer vollständigen Akte, gegebenenfalls zusammen mit den unter den Ziffern 1 und 2 genannten Stellungnahmen. Diese Zustimmung wird 48 Stunden vor der Einberufung einer Sitzung einer kabinettsübergreifenden Arbeitsgruppe oder der Durchführung eines Umlaufverfahrens eingeholt und erfolgt spätestens am Montag vor der Sitzung um 12 Uhr;

4° der Antrag auf Zustimmung des Haushaltsministers zu einer vollständigen Akte, gegebenenfalls zusammen mit den unter den Ziffern 1 und 2 genannten Stellungnahmen. Diese Zustimmung wird 48 Stunden vor der Einberufung einer Sitzung einer kabinettsübergreifenden Arbeitsgruppe oder der Durchführung eines Umlaufverfahrens eingeholt und erfolgt spätestens im Laufe der Sitzung;

5° die LEGISA-Stellungnahme des ÖDW Unterstützung, es sei denn, sie wurde nicht innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt der vollständigen Akte oder innerhalb von zwanzig Werktagen auf begründeten Antrag des ÖDW Unterstützung abgegeben. Bei Punkten, die in drei Lesungen angenommen wurden, wird die LEGISA-Stellungnahme spätestens in der zweiten Lesung eingeholt.

Art. 15 - Die Punkte, die nicht auf der Tagesordnung stehen, werden nicht berücksichtigt, außer in ordnungsgemäß nachgewiesenen Dringlichkeitsfällen.

Ein Minister kann jede Angelegenheit zur Sprache bringen, die Gegenstand der Zuständigkeit eines anderen Ministers ist.

Für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich mehrerer Minister fallen, beginnt die Konzertierung bereits bei dem Entwurf der Vorschläge im Hinblick auf eine gemeinsame Ausarbeitung.

Die Vertagung eines Punktes kann vor der Sitzung von einem Mitglied beantragt werden, dessen Abwesenheit gerechtfertigt ist.

KAPITEL 3 — *Unterzeichnung der Urkunden der Regierung*

Art. 16 - Die Dekretentwürfe und die innerhalb der Regierung beschlossenen Erlasse werden von dem bzw. den Ministern, zu dessen bzw. deren Zuständigkeitsbereich die Angelegenheit gehört, die den Gegenstand des Dekretentwurfs bzw. des Erlasses bildet, unterzeichnet und vom Ministerpräsidenten beigezeichnet.

In der Unterschrift der Dekrete und Erlasse kann der Titel des Ministers nur den Bereich, der Gegenstand der betreffenden Dekrete und Erlasse ist, anführen.

Die Erlasse und Beschlüsse der Regierung im Bereich des öffentlichen Dienstes für die öffentlichen Verwaltungseinheiten werden gemeinsam durch den Minister für öffentlichen Dienst und durch den bzw. die Minister, der bzw. die die Aufsicht über die betroffenen öffentlichen Verwaltungseinheiten ausübt bzw. ausüben, unterzeichnet.

Die elektronische Signatur von Dokumenten wird bevorzugt.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung eines Ministers kann dieser den Minister bezeichnen, der befugt ist, in seinem Namen und für seine Rechnung zu zeichnen.

Art. 17 - Jedes Rundschreiben mit allgemeiner Tragweite wird vom Ministerpräsidenten mitunterzeichnet, und von seinem Urheber unverzüglich den anderen Regierungsmitgliedern übermittelt.

KAPITEL 4 — *Ausschließliche Zuständigkeiten der Wallonischen Regierung*

Art. 18 - Die Regierung ist allein befugt:

1° über alle Entwürfe von Dekreten und Erlassen der Regierung mit Verordnungscharakter zu beraten;

2° über jeden Dekretvorschlag, der in die Tagesordnung einer Kommission des Wallonischen Parlaments aufgenommen wird, zu beraten und über Änderungsvorschläge zu beraten;

3° jeden Dekretentwurf über den Haushalt der Wallonischen Region zu verabschieden und die Zweckbestimmung der Haushaltsmittel, die dazu bestimmt sind, die Ausgaben der Wallonischen Region zu decken, zu regeln. Dem Entwurf des Haushaltsdekrets sind die Personalpläne und Organigramme des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für jede Generaldirektion und für jede öffentliche Verwaltungseinheit beigelegt;

4° über jedes Projekt oder jeden Vorschlag zur Gründung, Dezentralisierung, Dekonzentration oder Umstrukturierung der Abteilungen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der öffentlichen Verwaltungseinheiten zu beraten;

5° über die Investitionsprogramme, die sich über ein oder mehrere Jahre erstrecken, beraten und insbesondere über diejenigen, die sich in den Rahmen einer alternativen Finanzierung oder einer öffentlichen - privaten Partnerschaft einfügen. Diese Programme enthalten insbesondere die genaue Angabe des Betrags der Beihilfen und Zuschüsse oder die Schätzung der Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen, die genaue Angabe ihrer Zweckbestimmung und gegebenenfalls der Empfänger, sowie eine mehrjährige Programmplanung nach dem ESG-System. Gegebenenfalls wird eine Stellungnahme des Instituts für Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen beantragt, welche der Akte beigelegt wird, die der Regierung vorgelegt wird.

6° wenn die Region entweder an der Gestaltung bzw. der Ausarbeitung einer Politik beteiligt ist oder innerhalb der damit beauftragten Organe bzw. Einrichtungen vertreten ist, die Bestandteile der Politik der Region festzulegen, ihre Vertreter innerhalb dieser Organe bzw. Einrichtungen zu ernennen, ihnen sämtliche erforderlichen Anweisungen zu erteilen und ihre Berichte entgegenzunehmen;

7° im Namen der Region eine Stellungnahme oder eine Vereinbarung an die gemeinschaftlichen, föderalen, europäischen oder internationalen Behörden oder Einrichtungen abzugeben sowie einen Bericht oder eine Anfrage an sie zu richten;

8° über Vertragsentwürfe, Zusammenarbeitsabkommen mit nationalem oder internationalem Charakter auf Vorlage des Ministerpräsidenten gemeinsam mit dem von der Funktion her zuständigen Minister zu beraten. Vor ihrer Genehmigung durch die Regierung werden Zusammenarbeitsverträge und -abkommen gemeinsam vom Ministerpräsidenten und dem von der Funktion her zuständigen Minister vorbereitet;

9° die Programmplanung in Bezug auf die Europäischen Fonds, die Auswahl von Projekten, Übertragungen zwischen Projekten innerhalb eines Projektportfolios oder zwischen Portfolios sowie die Neuzuteilung von Mitteln zwischen Projekten zu beschließen. Diese Akten werden gemeinsam durch den Ministerpräsidenten und den bzw. die von der Funktion her zuständigen Minister vorbereitet. Ein detaillierter Halbjahresbericht wird dem Ministerpräsidenten und den Vizepräsidenten übermittelt;

10° auf Vorschlag des Haushaltsministers die Finanzinspektoren zu akkreditieren und zu bestimmen, wie sie bei ihren Mitgliedern eingesetzt werden;

11° auf Vorschlag des Haushaltsministers die Beschlussvorlage zu genehmigen, die darauf abzielt, die Bindung, Feststellung und Zahlung von Ausgaben über die verabschiedeten Mittel hinaus zu bewilligen.

KAPITEL 5 — Öffentliche Aufträge

Art. 19 - § 1. Die Regierung wählt das Verfahren für die Vergabe von öffentlichen Aufträgen im Sinne von Artikel 169 Absatz 1 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge, deren Wert über die in der nachstehenden Tabelle angeführten Beträge veranschlagt ist:

	Eingeleitetes Verfahren Beschränktes Verfahren	Verhandlungsverfahren mit Aufruf zum Wettbewerb, direktes Verhandlungsverfahren mit vorheriger Veröffentlichung einer Bekanntmachung Wettbewerblicher Dialog und Innovationspartnerschaft	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekanntmachung
Arbeiten	15.000.000 €	3.000.000 €	1.500.000 €
Lieferauftrag	8.000.000 €	1.000.000 €	600.000 €
Dienstleistungsauftrag	3.000.000 €	600.000 €	300.000 €

Sofern die Regierung nichts anderes beschließt, ist der zuständige Minister für die Vergabe und Ausführung der Aufträge zuständig, für die die Regierung die Art der Vergabe bestimmt hat.

§ 2. Die Regierung vergibt den Auftrag, wenn der abgeschätzte Auftragspreis unter dem in § 1 bestimmten entsprechenden Betrag liegt, während der Betrag des zu genehmigenden Angebots diesen Betrag jedoch um mehr als 15 % übersteigt.

§ 3. Die Regierung stimmt der Vergabe von öffentlichen Baukonzessionen und Dienstleistungskonzessionen zu, deren geschätzter Wert ohne Mehrwertsteuer über 5.500.000 Euro liegt.

§ 4. Die Regierung stimmt jedem Vereinbarungsentwurf zu, der zur Folge haben kann, dass im Rahmen der in Paragraph 1 für das Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekanntmachung vorgesehenen Schwellenwerte die Wallonische Region oder eine Einrichtung, die der hierarchischen Gewalt eines Ministers untersteht, im Bereich von Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen verpflichtet wird;

Für die Berechnung dieser Schwellenwerte ist die gesamte Ausgabe, die sich aus dem Vereinbarungsentwurf ergibt, zu berücksichtigen.

Art. 20 - In den in Artikel 42 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe b und Artikel 124 § 1 Ziffer 5 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge erwähnten Fällen wird der Beschluss der Regierung durch den Beschluss des Ministerpräsidenten ersetzt, soweit er aufgrund der Dringlichkeit nicht vorher gefasst werden konnte.

In diesem Fall hat der von der Funktion her zuständige Minister die Regierung unverzüglich darüber zu informieren. Die angeführte Dringlichkeit muss begründet werden.

Art. 21 - In Abweichung von Artikel 19 ist die Zustimmung der Regierung in folgenden Fällen nicht erforderlich:

1° bei öffentlichen Aufträgen, die durch ein beschränktes Verfahren zu vergeben sind, wenn dieses Verfahren die Folge eines offenen Verfahrens ist, für welches die vorherige Zustimmung der Regierung eingeholt worden ist, aber dem keine Folge geleistet werden konnte aufgrund nebensächlicher Schwierigkeiten in der Auslegung entweder der Bestimmungen des Sonderlastenheftes oder der eingereichten Angebote, wobei im Sonderlastenheft nur diejenigen Anpassungen gemacht werden dürfen, die aufgrund der vorerwähnten Schwierigkeiten unbedingt notwendig geworden sind;

2° bei öffentlichen Aufträgen, die in den in Artikel 38 § 1 Absatz 1 Ziffer 2, Artikel 42 § 1 Ziffer 1 Buchstabe c und Ziffer 5, und Artikel 124 § 1 Ziffer 2, Ziffer 9, Ziffer 10 und Ziffer 12 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge erwähnten Fällen durch ein Verhandlungsverfahren zu vergeben sind;

3° im Rahmen von zwangsweise zu treffenden Maßnahmen für die mit einem bzw. mehreren Dritten auf Rechnung eines säumigen Auftragnehmers abzuschließenden öffentlichen Aufträge;

4° bei öffentlichen Aufträgen, die durch ein Verhandlungsverfahren nach Artikel 42 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge vergeben werden.

Art. 22 - Der Betrag der öffentlichen Aufträge ist je nach Fall gemäß den Regeln festzulegen, die in Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den klassischen Bereichen oder in Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2017 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den Sonderbereichen bestimmt sind.

Im Fall von zusätzlichen Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen im Sinne der Artikel 38/1 und 38/2 des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge wird der Betrag des Hauptauftrags ebenfalls in Betracht genommen.

KAPITEL 6 — Öffentlicher Dienst

Art. 23 - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Artikels bezüglich des öffentlichen Dienstes gelten als:

1° A-Akten, die Akten, die der Regierung vom Minister für öffentlichen Dienst zur Beschlussfassung vorgelegt werden und die das Folgende betreffen:

a) die Erlasse mit grundlegendem oder Verordnungscharakter;

- b) die Erteilung von Vollmachten in Sachen Personal und Haushalt, was den Öffentlichen Dienst der Wallonie betrifft;
- c) der Stellenplan des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- d) Das Organigramm des Öffentlichen Dienstes der Wallonie in seiner Gesamtheit;
- e) jede Handlung in Bezug auf die Mandatsregelung gemäß Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, für den öffentlichen Dienst der Wallonie und die öffentlichen Verwaltungseinheiten;
- f) die Erklärungen über offene Stellen im Dienststrang A3 (nicht Inhaber eines Mandats) und als Direktor für den Öffentlichen Dienst der Wallonie und die öffentlichen Verwaltungseinheiten sowie die Erklärungen über offene Stellen in den Dienststrängen A5, B1, C1 und D1 für den Öffentlichen Dienst der Wallonie;
- g) die Beförderungen in die Dienstgrade im Rang A3 (nicht Inhaber eines Mandats) und eines Direktors sowie die Gewährung eines höheren Amtes in diesen Dienstgraden für den Öffentlichen Dienst der Wallonie und die öffentlichen Verwaltungseinheiten sowie Beförderungen in die Dienstgrade im Rang A5 sowie die Gewährung eines höheren Amtes in diesem Dienstgrad für den Öffentlichen Dienst der Wallonie;

Der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und die leitenden Beamten der öffentlichen Verwaltungseinheiten leiten die A-Akten an den Minister für öffentlichen Dienst, den von der Funktion her zuständigen Minister und den Haushaltsminister weiter.

Der Minister für öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich der A-Akten, die den Öffentlichen Dienst der Wallonie und die öffentlichen Verwaltungseinheiten betreffen, gefasst worden sind.

2° B-Akten, die Akten, die von den von der Funktion her zuständigen Ministern mit Zustimmung der Ministerin für öffentlichen Dienst der Regierung zur Beschlussfassung vorgelegt werden und die das Folgende betreffen:

- a) die Erteilung sonstiger Vollmachten an Beamte;
- b) die Stellenpläne der öffentlichen Verwaltungseinheiten;
- c) die Organigramme der öffentlichen Verwaltungseinheiten;
- d) die Erklärungen über offene Stellen in den Dienststrängen A5, B1, C1 und D1 für die öffentlichen Verwaltungseinheiten;
- e) die Beförderungen in den Dienststrang A5 sowie die Gewährung eines höheren Amtes für diesen Dienstgrad für die öffentlichen Verwaltungseinheiten;
- f) die endgültigen Beschlüsse im Anschluss an die von den Widerspruchskammern abgegebenen Stellungnahmen für Stellen in Dienststrängen über dem Dienststrang A5;
- g) die endgültigen Disziplinarstrafen durch Entlassung von Amts wegen oder durch Abberufung

Der Generalsekretär und die Generaldirektoren des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und die leitenden Beamten der öffentlichen Verwaltungseinheiten leiten die B-Akten an den Minister für den öffentlichen Dienst und an den von der Funktion her zuständigen Minister weiter.

Der von der Funktion her zuständige Minister wird mit der Durchführung der Beschlüsse beauftragt, die von der Regierung bezüglich aller Akten B gefasst worden sind und die die öffentlichen Verwaltungseinheiten betreffen;

3° C-Akten, die Akten, die andere Verwaltungsbeschlüsse in Bezug auf das Personal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der öffentlichen Verwaltungseinheiten betreffen, die der Entscheidung des von der Funktion her zuständigen Ministers überlassen werden, oder gegebenenfalls von diesem Minister der Regierung zur Beschlussfassung vorgelegt werden.

Der Generalsekretär und die Generaldirektoren des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und die leitenden Beamten der öffentlichen Verwaltungseinheiten leiten die B-Akten an den Minister für öffentlichen Dienst und an den von der Funktion her zuständigen Minister weiter.

§ 2. Der Minister für öffentlichen Dienst sorgt dafür, dass die administrativen Stände des Personals für den Öffentlichen Dienst der Wallonie und die öffentlichen Verwaltungseinheiten einheitlich sind.

Für B-Akten ist systematisch die Zustimmung des Ministers für öffentlichen Dienst erforderlich.

Für C-Akten ist die Zustimmung des Ministers für den öffentlichen Dienst erforderlich, wenn zwischen der Verwaltung und dem von der Funktion her zuständigen Minister Uneinigkeit herrscht.

KAPITEL 7 — *Vollmachten*

Abschnitt 1 — Allgemeine Vollmachten

Art. 24 - Werden jedem der Minister für seine jeweiligen Zuständigkeiten übertragen:

1° die Entscheidungen über Einkommens- und Kapitaltransfers an öffentliche Verwaltungseinheiten (ESVG 4130, 4140, 6131, 6132, 6141 und 6142), sofern deren Betrag und die betreffende öffentliche Verwaltungseinheit ausdrücklich und namentlich in den allgemeinen Ausgabenhaushalt eingesetzt sind und sofern der Betrag zwischen der Abstimmung über den Haushaltsplan und der Verabschiedung des Ministeriellen Erlasses über die Gewährung der Subvention nicht durch Neuverteilung entweder verringert oder erhöht wurde;

2° die Entscheidungen über einen Höchstbetrag von einer Million Euro, wenn ein Empfänger außerhalb des Sektors S13.12 ausdrücklich und namentlich im allgemeinen Ausgabenhaushalt genannt wird und sofern der Betrag zwischen der Abstimmung über den Haushaltsplan und der Verabschiedung des Ministeriellen Erlasses über die Gewährung der Subvention nicht durch Neuverteilung entweder verringert oder erhöht wurde. Wenn der Empfänger nicht im allgemeinen Ausgabenhaushalt identifiziert wird, wird dieser Betrag auf 500.000 Euro gesenkt;

3° die für die Öffentlichkeit bestimmten Mitteilungen, Informationskampagnen, Sponsoring sowie in sozialen Netzwerken, unabhängig vom Medienträger, die dem Kontrollausschuss des Parlaments vorgelegt werden, bis zu einem Höchstbetrag von 50.000 Euro;

4° die Beschlüsse in Bezug auf Ausgaben, die unter Angabe des bzw. der Empfänger in einem von der Regierung beschlossenen Programm eingetragen sind, ohne Begrenzung des Betrags;

5° die Erlasse, durch die Zuschüsse unabhängig von deren Höhe in Durchführung der in Artikel 18 Ziffer 5 erwähnten Programme und Programmplanungen gewährt werden;

6° die Erlasse, durch die Subventionen unabhängig von deren Höhe gewährt werden, wenn diese nach Maßgabe der Grundregeln erfolgen, die die Bedingungen für die Gewährung, die Begünstigten, die anwendbaren Subventionsätze und die Art der förderfähigen Ausgaben festlegen und die im Hinblick auf die Durchführung einer Investition einer öffentlichen Einrichtung gemäß Artikel L3111-1 Paragraf 1 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung oder Artikel 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren gewährt werden, falls der öffentliche Auftrag der Aufsichtsbehörde unterliegt;

7° mit dem Ministerpräsidenten die Erlasse über die Gewährung von Subventionen unabhängig von deren Höhe in Ausführung der in Artikel 18 Ziffer 9 genannten Programmierungen, sofern es keine Haushaltsneuverteilungen zwischen Projekten innerhalb oder zwischen Portfolios gibt;

8° die Gerichtsverfahren, die sowohl als Kläger als auch als Beklagter im Namen der Regierung unternommen werden, und die weitere Behandlung der von der Region zugestellten Gerichtsvollzieherurkunden;

9° Entscheidungen über Vergleiche oder gütliche Einigungen bis zu einem Betrag von 500.000 Euro;

10° die Ausstellung von Bescheinigungen;

11° die Verträge über gütliche Abtretungen, die Quittungen, die Miet- und Pachtverträge und die anderen Rechtsgeschäfte in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von Immobilien;

12° die Verfolgung und Genehmigung von Enteignungen, die für die Ausübung seiner Zuständigkeiten notwendig sind, indem er die Spezifität der behandelten Angelegenheit gegenüber den Maßnahmen der allgemeinen Aufsicht gemäß Artikel 7 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vom 8. August 1980 hervorhebt;

13° der Abschluss von Mietverträgen, bei denen die Jahresmiete 125.000 Euro übersteigt.

Abschnitt 2 — Gemeinsame Sondervollmachten

Art. 25 - Unbeschadet der anderen Bestimmungen, die im vorliegenden Erlass vorgesehen sind, sind die Minister ein jeder in seinem eigenen Zuständigkeitsbereich befugt, um die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Verordnungen und Rundschreiben anzuwenden.

Art. 26 - Folgende Vollmachten werden erteilt:

1° dem Ministerpräsidenten für die Gewährung von Lizenzen für die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munitionen und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck, unbeschadet der föderalen Zuständigkeit für diejenigen, die die Armee und die Polizei betreffen.

2° dem Minister für lokale Behörden, um die Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die zu Lasten der Basisartikel anzurechnen sind, die für den Fonds der Gemeinden (einschließlich der garantierten zusätzlichen Dotationen), dem Fonds der Provinzen, und dem Sonderfonds für Sozialhilfe bestimmt und im Programms 17.091 Innere Angelegenheiten des allgemeinen Haushaltsplans eingetragen werden, sowie der Basisartikel, die für den Regionalfonds für kommunale Investitionen bestimmt und im Programm 14.048 Subventionierte Arbeiten des allgemeinen Haushaltsplans eingetragen sind;

3° dem Minister für lokale Behörden für die in den Artikeln L1123-6, L1123-13 und L2112-13 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung und in Artikel 20 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren festgelegten Zuständigkeiten, einschließlich der Anhörung aber ausschließlich der Verkündung der Disziplinarstrafe. Im Rahmen der Untersuchung der Disziplinarakten kann der Minister für lokale Behörden an den örtlich zuständigen Gouverneur appellieren, außer wenn Letzterer die Disziplinaruntersuchung veranlasst hat;

4° dem Minister für lokale Behörden für die Beschlüsse zur Billigung der Begleitverträge und der Darlehen in Ausführung der Gesetzgebung und der Regelung bezüglich der Benutzung des Kontos des C.R.A.C (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), so wie sie im seitdem abgeänderten Abkommen vom 30. Juli 1992 gemeint ist, soweit die finanzielle Beteiligung der Region nicht beantragt wird;

5° dem Minister für lokale Behörden für die Genehmigung der Dreijahresprogramme nach Artikel L-3342-6 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung und ab dem 1. Januar 2005 nach Artikel 7 § 1 des Dekrets vom 29. April 2004 über die subventionierten Arbeiten;

6° dem Forschungsminister für die Bewilligung von Anreizen, die in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen über Forschungsbeihilfen für jede Akte gewährt werden, deren Betrag unter 3.720.000 Euro liegt, und für die der Finanzinspektor eine günstige Stellungnahme abgegeben hat. Den Mitgliedern der Regierung wird jedoch ein halbjährlicher Bericht mitgeteilt, der die Liste der Begünstigten und den Betrag der Anreize angibt, die ihnen in Ausführung der betreffenden Rechtsvorschriften gewährt werden;

7° dem Wirtschaftsminister für die Zulassung von Unternehmern und die Bewilligung von Anreizen, die in Ausführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich der wirtschaftlichen und der technologischen Beihilfen gewährt werden und sich auf jegliche Akte beziehen, deren Betrag unter 3.720.000 Euro liegt, und für die der Finanzinspektor eine günstige Stellungnahme abgegeben hat. Den Mitgliedern der Regierung wird jedoch ein halbjährlicher Bericht mitgeteilt, der die Liste der Betriebe und den Betrag der Anreize angibt, die ihnen in Durchführung der betreffenden Rechtsvorschriften gewährt werden;

8° dem Haushaltsminister für die Erteilung der Bürgschaft der Region, die gewährt wird in Durchführung der Gesetzgebung und der Regelungen bezüglich der wirtschaftlichen Beihilfen, wenn der zu verbürgende Kredit sich auf einen Höchstbetrag von 2.480.000 Euro beläuft, und bezüglich der technologischen Beihilfen, wenn sie sich auf ein Programm von höchstens 2.480.000 Euro bezieht;

9° dem Minister für Raumordnung für die Erlasse, durch welche die aus kommunaler Initiative erstellten Raumordnungspläne und Städtebauordnungen und die aus kommunaler und privater Initiative erstellten Revisionen von Sektorenplänen genehmigt werden;

10° dem Minister für Verkehrssicherheit für die zusätzlichen Regelungen in Bezug auf die Straßenverkehrspolizei;

11° dem Minister für Beschäftigung und Ausbildung für die die Ernennung der Mitglieder, die die Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen innerhalb der subregionalen Ausschüsse für die Beschäftigung und Ausbildung vertreten;

12° dem Minister für Beschäftigung und Ausbildung für die Ernennung der Mitglieder der Ausschüsse für Beschäftigung - Ausbildung - Bildung.

Art. 27 - Der Ministerpräsident koordiniert alle Verfahren in Sachen Stellungnahme, Konzertierung, Streitsachen, Vereinigung oder Zusammenarbeit mit dem belgischen Staat, den Teilstaaten oder den europäischen und internationalen Einrichtungen.

Diese Verfahren werden gemeinsam durch den Ministerpräsidenten und den von der Funktion her zuständigen Minister auf dessen Initiative vorbereitet.

Art. 28 - Im Rahmen der Dossiers zu den europäischen Fonds übernimmt der Ministerpräsident den Vorsitz in den verschiedenen technischen, finanziellen und Begleitausschüssen.

Jeder Beschluss zur Mittelaufwendung im Rahmen eines Europäischen Fonds oder zu ihrer belgischen Kofinanzierung oder im Rahmen eines Impulsfonds wird dem Ministerpräsidenten unverzüglich mitgeteilt.

KAPITEL 8 — *Haushaltsinformationen*

Art. 29 - § 1. Vierteljährlich und vor der Verabschiedung jedes Haushaltsdekrets durch die Regierung übermittelt Wallonie Finanzen Begutachtung jedem der Regierungsmitglieder:

- einen Bericht des Monitoringausschusses;
- eine detaillierte Haushaltsdurchführung für jede öffentliche Verwaltungseinheit.

§ 2. Jeder Minister hat für die Angelegenheiten, die zu seinen Zuständigkeiten gehören, direkten Zugang zu der Buchführung über die Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen.

Der Ministerpräsident und die Vizepräsidenten haben einen direkten Zugang zu der Buchführung über die gesamten Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen.

KAPITEL 9 — *Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 30 - Werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2024 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2024 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regierung;

Art. 31 - Der vorliegende Erlass wird am 15. Juli 2024 wirksam.

Art. 32 - Die Minister werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Oktober 2024

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Vizepräsident und Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden

F. DESQUESNES

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Gesundheit, Umwelt, Solidarität und Sozialwirtschaft

Y. COPPIETERS

Die Ministerin für öffentlichen Dienst, administrative Vereinfachung und Sportinfrastruktur

J. GALANT

Die Ministerin für Tourismus, Kulturerbe und Kleinkindbetreuung

V. LESCRENIER

Die Ministerin für Energie, den Luft-Klima-Plan, Wohnungswesen und Flughäfen

C. NEVEN

Die Ministerin für Landwirtschaft und ländliche Angelegenheiten

A-C. DALCQ

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/009723]

10 OKTOBER 2024. — **Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de werking van de Regering**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 68, § 1, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2024 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2024 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het rapport van 1 september 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 juli 1993 tot oprichting van vijf publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheer van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs;

Gelet op decreet I van 7 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het bijzonder decreet van 12 juli 1999 tot opvoering van het maximaantal Regeringsleden;

Gelet op het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de noodzaak om zo snel mogelijk de fouten te corrigeren die aan het begin van deze legislatuur werden vastgesteld en om de twee besluiten van de Waalse Regering van 15 juli 2024 aan te vullen, die enerzijds de werking van de Regering regelen en anderzijds de verdeling van de bevoegdheden tussen de Ministers vastleggen en de ondertekening van de Regeringsbesluiten regelen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de continuïteit van de openbare dienst en de rechtszekerheid van het optreden van de Waalse Regering te verzekeren; dat deze noodzaak impliceert dat de onderhavige bepalingen in werking treden met terugwerkende kracht tot 15 juli 2024;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Verdeling van de bevoegdheden*

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° Minister: een Lid van de Waalse Regering;

2° wet: de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met name gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2001, 12 augustus 2003, 19 juli 2012 en 6 januari 2014;

3° decreet: het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt

Art. 2. Adrien Dolimont, Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn, is bevoegd voor:

1° de coördinatie:

1° van het regeringsbeleid en van de communicatie ervan binnen en buiten de Waalse Overheidsdienst, met inbegrip van de "Espaces Wallonie";

b) het Waalse herstelplan ;

c) de dossiers met betrekking tot de Europese Structuurfondsen en de uitvoering en evaluatie daarvan;

d) risicobeheer en beheer van crisistoestanden door de bevoegde actoren;

e) de voorafgaande beoordeling van overstromingsrisico's, het bijwerken van overstromingskaarten en overstromingsrisicobeheerplannen;

2° de onderlinge Belgische betrekkingen, met inbegrip van de aanhangigmaking van zaken bij het overlegcomité, alsmede de werking van de instellingen en de betrekkingen met het Parlement;

3° de internationale betrekkingen, met inbegrip van de betrekkingen met de Europese, nationale en gewestelijke instellingen en de vertegenwoordiging van de Regering binnen de instanties van de Grote Regio, en de ontwikkelingssamenwerking zoals bedoeld in artikel 6ter van de wet;

4° de algemene natuurrampen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, II, 5° van de wet;

5° de verdeling van de middelen afkomstig van de Nationale Loterij;

6° de evaluatie, het prospectief beleid en statistiek;

° het verzoek om vervolgingen te gelasten, de deelneming aan de uitwerking van richtlijnen inzake het strafbeleid en de deelneming aan de vergaderingen van het College van de procureurs-generaal, zoals bedoeld in artikel 11bis van de wet;

8° de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munities en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor een militair gebruik of voor de ordehandhaving en van de daarmee verband houdende technologie, evenals van de producten en technologieën voor beide doeleinden, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 4°, van de wet;

9° algemene juridische zaken ;

10° de vertaling ;

11° de begroting, de financiën en de thesaurie, met inbegrip van het bestuur, de controle en het toezicht op vijf publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheer van de schoolgebouwen van het door de overheid gesubsidieerde onderwijs en de fiscale bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld ;

12° het wetenschappelijk onderzoek, zoals bedoeld in artikel 6bis van de wet;

13° dierenwelzijn, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, XI, van de wet;

Art. 3. François Desquesnes, Vice-Minister-President en Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuur, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen, is bevoegd voor :

1° ruimtelijke ordening, bedoeld in artikel 6, § 1, I, van de wet, met inbegrip van prospectief beleid voor de uitbreiding van stedelijke gebieden en met uitzondering van 7°, onverminderd artikel 5, eerste lid, 7° ;

2° de beroepen betreffende globale vergunningen, onverminderd artikel 5, eerste lid, 5° ;

3° natuurlijke rijkdommen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 5° van de wet;

4° openbare werken en vervoer, bedoeld in artikel 6, § 1, X, met uitzondering van 7°, met inbegrip van het schoolvervoer, zoals bedoeld in artikel 3, 5°, van het decreet ;

5° het beleid inzake de verkeersveiligheid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, XII, van de wet, met inbegrip van het toezicht op de aanvullende reglementen voor openbare wegen;

6° mobiliteit, met inbegrip van de promotie van waterwegen en RAVEL, zachte mobiliteit en voertuigenbelastingen;

7° de gewestelijke aspecten van de uitvoering van het investeringsplan van de N.M.B.S.;

8° de rechtsregeling betreffende de gemeentewegen;

9° de ondergeschikte besturen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, van de wet;

10° het administratief toezicht, zoals bedoeld in artikel 7 van de wet en zoals bedoeld in zowel het wetboek van plaatselijke democratie en decentralisatie over de politiezones als in de organieke wet over de centra voor sociale actie;

11° het stedenbeleid;

12° de gerechtelijke procedure die bijzonder van toepassing is in geval van onteigening ten algemene nutte, zoals bedoeld in artikel 6^{quater} van de wet.

Art. 4. Art. 4. Pierre-Yves Jeholet, Vice-Minister-President en Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming, is bevoegd voor:

1° de economie, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 1° tot 3°, en 6° tot 8°, van de wet, met inbegrip van:

a) de kmo's en de erkenning van de ondernemers;

b) het economisch impulsfonds ten gunste van de meest benadeelde reconversiegebieden, met inbegrip van de coördinatie van de dossiers;

c) de concurrentiepolen en de coördinatie ervan;

d) de beeldindustrie;

e) de begeleiding van buitenlandse investeringen;

2° de buitenlandse handel;

3° de nieuwe technologieën met inbegrip van het glasvezelnet;

4° de telecommunicatie;

5° de cyberscholen en de cyberklassen;

6° de digitale economie;

7° het toezicht op de "SA SOWAFINAL" onverminderd de specifieke bevoegdheden van de functionele Ministers inherent aan de financieringsprogramma's;

8° het tewerkstellingsbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de wet;

9° de sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 3, 2°, van het decreet;

10° de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 3, 3°, van het decreet, behalve in de landbouwsector;

11° de stelsels inzake alternerende opleiding bedoeld in artikel 3, 4°, van het decreet.

Art. 5. Yves Coppieters, Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie, is bevoegd voor :

1° het gezondheidsbeleid, vermeld in artikel 3, § 6, van het decreet, met inbegrip van het prijsbeleid in rusthuizen;

2° de bijstand aan personen bedoeld in artikel 3, 7°, van het decreet, met inbegrip van de rechten van de vrouw, gelijke kansen en de coördinatie van de strijd tegen de armoede, met uitzondering van de wettelijke regeling inzake de openbare centra voor sociale actie en het toezicht daarop;

3° de gezinsbijslagen bedoeld in artikel 3, 8°, van het decreet;

4° de sociale economie;

5° het milieu, bedoeld in artikel 6, § 1, II, 1° tot 4°, van de wet, met inbegrip van het prijsbeleid in de watersector, de milieueducatie en het baggeren van waterlopen, met inbegrip van het feitelijk baggeren, het behandelen, het drogen en het terugwinnen van baggerresiduen, alsook het beroep tegen een omgevingsvergunning die gezamenlijk is afgegeven door de territoriaal bevoegde gedelegeerde ambtenaar voor Luxemburg en de technisch ambtenaar, of die is afgegeven op advies van de territoriaal bevoegde gedelegeerde ambtenaar voor Luxemburg of op basis van een samenvattend verslag dat gezamenlijk door die gedelegeerde ambtenaar is opgesteld;

6° ontwatering, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, 9°, van de wet;

7° ruimtelijke ordening, bedoeld in artikel 6, § 1, I, van de wet, met inbegrip van prospectief beleid voor de uitbreiding van stedelijke gebieden en met uitzondering van 7°, wanneer de gemachtigd ambtenaar die territoriaal bevoegd is voor Luxemburg;

a) vóór de goedkeuring een voorafgaandelijk advies heeft ingediend :

i. voor een meergemeentelijk of gemeentelijk ontwikkelingsplan, zoals bedoeld in de artikelen D.II.5 en volgende van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

ii. voor een lokaal beleidsontwikkelingsplan, zoals bedoeld in de artikelen D.II.11 en volgende van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

iii. voor een herziening van het gewestplan op initiatief van een natuurlijke of rechtspersoon, privaot of publiek, een gemeente of in het kader van een gezamenlijke plan-vergunningsprocedure, zoals bedoeld in de artikelen D.II.48, D.II.49 en D.II.54/4 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

iv. voor een gemeentelijke stedenbouwkundige handleiding, zoals bedoeld in de artikelen D.III.1 en volgende van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

v. voor de herkenning van een te herontwikkelen site, zoals bedoeld in de artikelen D.V.1 en volgende van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

vi. voor een stedelijke herverkavelingsomtrek, zoals bedoeld in artikel D.V.9 en volgende van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

vii. voor een omtreksvergunning, zoals bedoeld in de artikelen D.V.16 en volgende van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

b) een stedenbouwkundige vergunning of attest nr. 2 heeft afgeleverd of daarover advies hebben uitgebracht aan het Gemeentecollege in het kader van een beroep bij de Waalse Regering voorzien krachtens artikel D.IV.24 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling ;

c) een vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2 heeft opgeschort overeenkomstig artikel D.IV.62 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, wanneer de Regering een beslissing moet nemen overeenkomstig artikel D.IV.24 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

d) een advies heeft ingediend in het kader van een onteigening in het algemeen belang, zoals bedoeld in de artikelen 17 en volgende van het decreet van 22 november 2018 betreffende de onteigeningsprocedure;

e) zowel in eerste aanleg als in beroep een advies heeft uitgebracht over een aanvraag voor een geïntegreerde vergunning waartegen beroep wordt aangetekend, zoals bedoeld in artikel 101 van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen, of een dergelijk beroep heeft uitgeoefend ;

f) een aanvraag heeft ingediend voor de creatie, wijziging of schrapping van een gemeentelijke weg tegen de beslissing waarvan beroep is aangetekend, zoals bedoeld in artikel 18 van het decreet van 6 februari 2014 betreffende gemeentelijke wegen ;

f) een advies heeft overgelegd in eerste aanleg of in beroep over een aanvraag voor de creatie, wijziging of schrapping van een gemeentelijke weg tegen de beslissing waarvan beroep is aangetekend, zoals bedoeld in artikel 18 van het decreet van 6 februari 2014 betreffende gemeentelijke wegen ;

f) een beroep heeft uitgeoefend tegen een beslissing voor de creatie, wijziging of schrapping van een gemeentelijke weg, zoals bedoeld in artikel 18 van het decreet van 6 februari 2014 betreffende gemeentelijke wegen

Art. 6. Jacqueline Galant, Minister van Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Sportinfrastructuur, is bevoegd voor :

1° de ambtenarenzaken en de administratie;

2° de vestiging van de diensten en instellingen, alsook het beheer van onroerende goederen;

3° het authenticeren van de handelingen met een onroerend karakter, zoals bedoeld in artikel 6*quinquies* van de wet;

4° het roerend beheer;

5° de administratieve vereenvoudiging;

6° E-Government, administratieve informatica en digitalisering;

7° de cartografie ;

8° de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en privé-infrastructuren voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens zoals bedoeld in artikel 3, 1°, van het decreet.

Art. 7. Valérie Lescrenier, Minister van Toerisme, Erfgoed en Kinderopvangbeleid, is bevoegd voor :

1° het toerisme, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 9°, van de wet;

2° de monumenten en landschappen, met inbegrip van de opgravingen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 7°, van de wet;

3° de opvanginfrastructuren voor peuters, ongeacht de aard ervan, de financiering van die infrastructuur en de opvolging van die financiering.

4° de rechten van de vrouwen;

Art. 8. Cécile Neven, minister van Energie, Lucht-Klimaatplan, Huisvesting en Luchthavens, is bevoegd voor :

1° energie, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VII, van de wet;

2° klimaat, inclusief ecologische transitie en coördinatie van het Lucht-Klimaatplan;

3° de duurzame ontwikkeling;

4° huisvesting, bedoeld in artikel 6, § 1, IV van de wet, met inbegrip van de coördinatie van het plan "Permanente huisvesting in toeristische voorzieningen";

5° het openbaar vervoer en de vliegvelden, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 8°, van de wet.

Art. 9. Anne-Catherine Dalcq, Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden, is bevoegd voor:

1° landbouw, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, V, van de wet, met inbegrip van het centrum voor landbouwonderzoek in Gembloux, de slachthuizen en van de aanvullende en suppletieve hulp aan landbouwbedrijven, behalve de toepassing van de wetten op de economische expansie en de bevordering van landbouw- en tuinbouwproducten in het buitenland;

2° het afzet- en uitvoerbeleid en de externe promotie, bedoeld in artikel 6, § 1^{er}, VI, 3°, met betrekking tot land- en tuinbouwproducten ;

3° de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 3, 3°, van het decreet, voor de landbouwsector;

4° de landinrichting en het natuurbehoud, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, van de wet, de ruilverkaveling en de natuuropvoeding;

5° het impulsfonds voor landelijke economische ontwikkeling, met inbegrip van de coördinatie van de dossiers.

Art. 10. In geval van een belangenconflict van een minister of wanneer zijn onpartijdigheid of onafhankelijkheid in het gedrang kan komen, informeert de betrokken minister de regering en onthoudt hij zich van besluitvorming.

HOOFDSTUK 2. — *Organisatie van de zittingen van de Regering*

Art. 11. Onverminderd de delegaties die ze aan haar leden toekent, beraadslaagt de Regering op collegiale wijze volgens de consensusprocedure en bepaalt ze haar beleid in de materies die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen.

In afwijking van lid 1 is het de minister verboden deel te nemen aan de beraadslaging over een besluit waarbij hij een persoonlijk belang heeft.

Art. 12. De Regering beraadslaagt rechtsgeldig over de geagendeerde punten als meer dan de helft van haar leden aanwezig is, waarbij elke politieke fractie die de meerderheid vormt vertegenwoordigd is.

Art. 13. De Regering kan, op voorstel van haar Minister-President, een Minister van de Franse Gemeenschapsregering uitnodigen om haar vergadering bij te wonen.

De uitgenodigde Minister heeft de hoedanigheid van geassocieerde Minister en wordt niet in aanmerking genomen voor de beraadslagingsregels bedoeld in artikel 12.

Art. 14. De agenda wordt door de Minister-President bepaald.

Punten in eerste of enige lezing waarbij één van volgende elementen niet is gevoegd, hoewel ze vereist zouden zijn, worden niet op de agenda geplaatst :

1° het advies van de Inspectie van Financiën, tenzij het niet binnen de tien werkdagen na ontvangst van het volledige dossier is ingediend of binnen de twintig werkdagen op verzoek van de Inspectie van Financiën

2° het advies van "Wallonie Finances Expertises", tenzij het niet binnen de tien werkdagen na ontvangst van het volledige dossier is ingediend;

3° het verzoek om instemming van de Minister van Ambtenarenzaken met een volledig dossier, desgevallend vergezeld van de adviezen bedoeld in 1° en 2°. Deze instemming wordt 48 uur voor een vergadering van een interkabinettenwerkgroep of de organisatie van een stilteprocedure aangevraagd en uiterlijk de maandag voorafgaand aan de vergadering om 12.00 uur gegeven;

4° het verzoek om instemming van de Minister van Begroting met een volledig dossier, desgevallend vergezeld van de adviezen bedoeld in 1° en 2°. Deze instemming wordt 48 uur voor een vergadering van een interkabinettenwerkgroep of de organisatie van een stilteprocedure aangevraagd en uiterlijk de maandag tijdens de zitting gegeven;

5° het LEGISA-advies van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten, behalve wanneer het advies niet is uitgebracht binnen de tien werkdagen na ontvangst van het volledige dossier of binnen de twintig werkdagen op gemotiveerd verzoek van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende Diensten. Voor punten die in drie lezingen worden aangenomen, moet het LEGISA-advies uiterlijk in de tweede lezing worden uitgebracht.

Art. 15. De niet geagendeerde punten worden niet in overweging genomen, behoudens behoorlijk verantwoorde dringende noodzakelijkheid.

Een Minister kan elke zaak die onder de bevoegdheid van een andere Minister valt, ter sprake brengen.

Voor de aangelegenheden die onder de bevoegdheden van verschillende Ministers vallen, wordt overleg gepleegd vanaf de uitwerkingsfase van de voorstellen met het oog op de gezamenlijke eindafwerking.

Een lid wiens afwezigheid gerechtvaardigd is, kan vóór de vergadering verzoeken om de verdaging van de bespreking van een punt.

HOOFDSTUK 3. — *Ondertekening van de akten van de Regering*

Art. 16. De binnen de Regering beraadslaagde decreetsontwerpen en besluiten worden ondertekend door de Minister of Ministers die bevoegd is of zijn voor de aangelegenheid waarop zij betrekking hebben. Zij worden medeondertekend door de Minister-President.

In de ondertekening van de decreten en de besluiten hoeft in de titel van de Minister enkel de aangelegenheid vermeld te worden die betrekking heeft op die decreten en besluiten.

De besluiten en beslissingen van de Regering inzake overheidspersoneel voor de overheidsbestuurseenheden worden samen ondertekend door de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister(s) die het toezicht uitoefent(en) op de betrokken overheidsbestuurseenheden.

Elektronische ondertekening van documenten heeft de voorkeur.

Bij afwezigheid of verhinderd van een Minister kan laatstgenoemde de Minister aanwijzen die bevoegd is om in diens naam en opdracht te tekenen.

Art. 17. Elke omzendbrief met een algemene draagwijdte wordt door de Minister-President medeondertekend en onverwijld door de auteur ervan aan de overige regeringsleden overgemaakt.

HOOFDSTUK 4. — *HOOFDSTUK 2 - Exclusieve bevoegdheden van de Waalse Regering*

Art. 18. Enkel de Regering is bevoegd om:

1° te beraadslagen over elk ontwerp van decreet en reglementair besluit;

2° te beraadslagen over elk voorstel van decreet opgenomen op de agenda van een Commissie van het Waals Parlement en over de amendementsvoorstellen;

3° elk ontwerp van decreet betreffende de begroting van het Waalse Gewest aan te nemen en de bestemming van de kredieten die de uitgaven van het Waalse Gewest moeten dekken, te regelen. Het ontwerpdecreet met betrekking tot de begroting gaat vergezeld van personeelsplannen en organigrammen van de Waalse overheidsdienst voor elk directoraat-generaal en elke overheidsbestuurseenheid;

4° te beraadslagen over elk project of voorstel tot oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de diensten van de Waalse Overheidsdienst of van de overheidsbestuurseenheden;

5° te beraadslagen over de investeringsprogramma's die één of verschillende jaren dekken, en meer bepaald de programma's die in het kader van een alternatieve financiering of een privaat-publieke samenwerking passen. In die programma's worden o.a. het bedrag van de tegemoetkomingen en subsidies of de raming van de werken, leveringen en diensten, de bestemming ervan en, desgevallend, de begunstigden, evenals een meerjarige programmering in ESR-termen, nauwkeurig aangegeven. In voorkomend geval wordt het advies van het Instituut der Nationale Rekeningen aangevraagd en bij het aan de Regering voorgelegde dossier gevoegd;

6° wanneer het Gewest ofwel betrokken wordt bij het ontwerp of de uitwerking van een beleidslijn ofwel in daarmee belaste organen of instellingen vertegenwoordigd is, de bestanddelen van het beleid van het Gewest te bepalen, zijn vertegenwoordigers bij die organen of instellingen aan te wijzen, hen elk nodige richtlijn te verstrekken en hun verslagen te ontvangen;

7° in naam van het Gewest een advies of een akkoord uit te brengen aan communautaire, federale, Europese of internationale overheden of instanties, en hen een verslag of een verzoek te sturen;

8° te beraadslagen over ontwerpen van verdragen en samenwerkingsakkoorden van nationale of internationale aard, na voorlegging door de Minister-President samen met de functioneel bevoegde Minister. Voordat ze door de Regering worden goedgekeurd, worden verdragen en samenwerkingsakkoorden gezamenlijk voorbereid door de Minister-President en de functioneel bevoegde Minister;

9° te beslissen over de programmering met betrekking tot de Europese Fondsen, de selectie van projecten, de overdrachten tussen projecten binnen een projectportefeuille of tussen portefeuilles, en de herverdeling van middelen tussen projecten. Die dossiers worden gezamenlijk voorbereid en medeondertekend door de Minister-President en de functioneel bevoegde Minister(s). Een halfjaarlijkse rapportering wordt aan de Minister-President en de Vice-Minister-Présidenten meegegeeld;

10° de Inspecteurs van Financiën te accrediteren en hen bij haar leden aan te stellen op de voordracht van de Minister van Begroting;

11° op voorstel van de Minister van Begroting het ontwerp van beraadslaging goed te keuren die de vastlegging, de vereffening en de betaling mogelijk maakt van de uitgaven die de goedgekeurde kredieten overschrijden.

HOOFDSTUK 5. — *Overheidsopdrachten*

Art. 19. § 1. De Regering kiest de gunningswijze van de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 169, eerste lid, van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten waarvan het geraamde bedrag hoger is dan de hiernavermelde bedragen :

	Open aanbesteding Bepaalde aanbesteding	Mededingingsprocedure van gunning door onderhandelingen, rechtstreekse onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking Concurrentiegerichte dialoog en innovatiepartnerschap	Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekende bekendmaking
Werken	15.000.000 €	3.000.000 €	1.500.000 €
Leveringen	8.000.000 €	1.000.000 €	600.000 €
Diensten	3.000.000 €	600.000 €	300.000 €

Tenzij de Regering anders beslist, is de bevoegde minister verantwoordelijk voor de gunning en de uitvoering van de opdrachten die door de Regering zijn goedgekeurd.

§ 2. De Regering gunt de opdracht wanneer het geraamde bedrag ervan lager is dan het overeenstemmende bedrag, vastgesteld in paragraaf 1 maar het bedrag van de goed te keuren offerte dat bedrag met meer dan vijftien percent overschrijdt.

§ 3. De Regering stemt in met de gunning van concessies voor overheidsopdrachten en concessies voor diensten waarvan het geraamde bedrag exclusief btw hoger is dan 5.500.000 euro.

§ 4. De Regering stemt in met elke ontwerpovereenkomst die ertoe kan leiden dat het Waals Gewest of een instelling onder de hiërarchische bevoegdheid van een Minister gebonden wordt op het gebied van opdrachten voor werken, leveringen of diensten binnen de drempels voorzien in paragraaf 1 voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Voor de berekening van de drempels dient de gehele uitgave voortvloeiend uit de ontwerpovereenkomst in overweging te worden genomen.

Art. 20. De beslissing van de Regering wordt vervangen door de beslissing van de Minister-President in de gevallen bedoeld in de artikelen 42, § 1, eerste lid, 1°, b), en 124, § 1, 5°, van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, voor zover zij niet vooraf kan worden genomen wegens dringende noodzakelijkheid.

Het behoort in dat geval de bevoegde Minister toe er onverwijld de Regering over in te lichten. De ingeroepen dringende noodzakelijkheid moet verantwoord worden.

Art. 21. In afwijking van artikel 19 is de instemming van de Regering niet vereist:

1° voor het plaatsen van overheidsopdrachten door middel van een niet-openbare procedure, als deze procedure voortvloeit uit een openbare procedure waarvoor de Regering vooraf toestemming heeft gegeven maar waaraan geen gevolg kon worden gegeven wegens geringe moeilijkheden bij de uitlegging van de bepalingen hetzij van de bepalingen van het bestek, hetzij van de ingediende offertes, waarbij in het bestek alleen de aanpassingen worden aangebracht die als gevolg van deze moeilijkheden strikt noodzakelijk waren;

2° voor het plaatsen van overheidsopdrachten via een onderhandelingsprocedure in de gevallen bedoeld in de artikelen 38, § 1, lid 1, 2°, 42, § 1, lid 1, 1°, c), en 5°, en 124, § 1, 2°, 9°, 10° en 12°, van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

3° in het kader van de maatregelen van ambtswege, voor overheidsopdrachten die met één of meer derde gesloten moeten worden voor rekening van een in gebreke gebleven aannemer;

4° voor de overheidsopdrachten geplaatst via een onderhandelde procedure bij artikel 42, § 1, lid 1, 2°, van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

Art. 22. Het bedrag van de overheidsopdrachten moet, al naar gelang van het geval, geraamd worden volgens de regels bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren of in artikel 7 van het koninklijk besluit van 18 juni 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de speciale sectoren.

In geval van gunning van bijkomende werken, leveringen of diensten bedoeld in de artikelen 38/1 en 38/2 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, wordt het bedrag van de hoofdpdracht eveneens in aanmerking genomen.

HOOFDSTUK 6. — *Ambtenarenzaken*

Art. 23. § 1. Voor de toepassing van dit artikel betreffende het Openbaar ambt wordt verstaan onder :

1° A Dossiers, de dossiers, die door de Minister van Ambtenarenzaken ter beslissing aan de Regering wordt voorgelegd en die betrekking hebben op :

- a) de besluiten tot organisatie of reglementering;
- b) de toekenning van machtigingen in personeels- en begrotingsaangelegenheden voor wat de Waalse Overheidsdienst betreft;
- c) de personeelsformaties van de Waalse Overheidsdienst;
- d) het organigram van de Waalse Overheidsdienst in zijn geheel;
- e) elke handeling met betrekking tot het systeem van mandaten bedoeld in boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, voor de Waalse Overheidsdienst en de overheidsbestuurseenheden;
- f) de verklaringen van vacature voor de graad in de rangen A3 (niet-mandataris) en directeur voor de Waalse Overheidsdienst en de overheidsbestuurseenheden en de verklaringen van vacature voor de graden in de rangen A5, B1, C1 en D1 voor de Waalse Overheidsdienst;
- g) de bevorderingen tot de graden van rang A3 (niet-mandataris) en directeur, en de toekenning van hogere functies voor deze graden, voor de Waalse Overheidsdienst en de overheidsbestuurseenheden, en de bevorderingen tot de graden van rang A5, en de toekenning van hogere functies voor deze rang, voor de Waalse Overheidsdienst

De Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst en de leidende ambtenaren van de overheidsbestuurseenheden bezorgen de A-dossiers aan de Minister van Ambtenarenzaken, de functioneel bevoegde Minister en de Minister van Begroting.

De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van de beslissingen van de Regering over alle dossiers A betreffende de Waalse Overheidsdienst en de overheidsbestuurseenheden

2° B-dossiers, dossiers die aan de Regering ter beslissing worden voorgelegd door de functioneel bevoegde ministers, met het akkoord van de Minister voor Ambtenarenzaken, en die betrekking hebben op :

- a) de toekenning van andere machtigingen aan ambtenaren;
- b) de personeelsformatie van de overheidsbestuurseenheden;
- c) de organigrammen van de overheidsbestuurseenheden;
- d) verklaringen van vacatures in de rangen A5, B1, C1 en D1 voor de overheidsbestuurseenheden;
- e) de bevorderingen naar de graden van rang A5, en de toekenning van hogere functies voor deze graad, voor de overheidsbestuurseenheden;
- f) de eindbeslissingen volgend op de adviezen die uitgebracht zijn door de kamers van beroep, voor de betrekkingen van een hogere rang dan A5;
- g) de definitieve tuchtstraffen bestaande uit het ontslag van ambtswege of de afzetting

De Secretaris-generaal en de Directeurs-generaal van de Waalse Overheidsdienst en de leidinggevende ambtenaren van de overheidsbestuurseenheden bezorgen de B-dossiers aan de Minister voor Ambtenarenzaken en aan de functionele bevoegde Minister).

De functioneel bevoegde Minister is belast met de uitvoering van de beslissingen van de Regering over alle B-dossiers betreffende de overheidsbestuurseenheden

3° C dossiers, dossiers betreffende andere administratieve beslissingen met betrekking tot het personeel van de Waalse Overheidsdienst of de overheidsbestuurseenheden die aan de beslissing van de functioneel bevoegde minister worden overgelaten of, in voorkomend geval, aan de Regering ter beslissing worden voorgelegd door deze minister.

De Secretaris-generaal en de Directeurs-generaal van de Waalse Overheidsdienst en de leidinggevende ambtenaren van de overheidsbestuurseenheden bezorgen de C-dossiers aan de functionele bevoegde Minister.

§ 2. De Minister van Ambtenarenzaken ziet toe op de samenhang tussen de administratieve situaties van het personeel van de Waalse Overheidsdienst en de overheidsbestuurseenheden.

Voor B-dossiers is systematisch het akkoord van de minister voor Ambtenarenzaken vereist.

Het akkoord van de minister voor Ambtenarenzaken is vereist in geval van onenigheid tussen de administratie en de ministers die functioneel verantwoordelijk zijn voor C-dossiers.

HOOFDSTUK 7. — *Delegaties**Afdeling 1 — Algemene delegaties*

Art. 24. De volgende bevoegdheden zijn gedelegeerd aan elk van de ministers met betrekking tot hun respectieve bevoegdheidsgebieden:

1° de beslissingen met betrekking tot inkomens- en kapitaaloverdrachten betaald aan overheidsbestuurseenheden (ESR 4130, 4140, 6131, 6132, 6141 en 6142), op voorwaarde dat het bedrag en de betrokken overheidsbestuurseenheid uitdrukkelijk en specifiek in de algemene uitgavenbegroting zijn opgenomen en op voorwaarde dat het bedrag niet verminderd of vermeerderd is door een herschikking tussen de stemming over de begroting en de uitvaardiging van het ministerieel besluit tot toekenning van de subsidie;

2° beslissingen voor een maximumbedrag van één miljoen euro wanneer een begunstigde buiten sector S13.12 expliciet met naam is aangeduid in de algemene uitgavenbegroting en op voorwaarde dat het bedrag niet is verlaagd of verhoogd door herschikking tussen de stemming over de begroting en het ministerieel besluit tot toekenning van de subsidie. Als de begunstigde niet is geïdentificeerd in de algemene uitgavenbegroting, wordt dit bedrag verlaagd tot 500.000 euro;

3° mededelingen, informatiecampagnes, sponsoring en sociale netwerken, ongeacht de media, bestemd voor het publiek, die worden voorgelegd aan de Controlecommissie van het Parlement, tot een maximum van 50.000 euro ;

4° zonder beperking van bedrag, de beslissingen betreffende de uitgaven uitgetrokken op een beraadslaagd programma van de Waalse Regering met vermelding van de begunstigde(n)

5° de besluiten tot toekenning van de subsidies, ongeacht het bedrag ervan, ter uitvoering van de programma's bedoeld in artikel 18, 5°;

6° de besluiten tot toekenning van subsidies, ongeacht het bedrag ervan, wanneer ze onderworpen zijn aan organieke regels die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigden, de toepasselijke subsidiepercentages en de aard van de n aanmerking komende uitgaven bepalen en die, met het oog op het uitvoeren van een investering, worden toegekend aan een overheid bedoeld in artikel L3111-1, § 1 , van het Wetboek van plaatselijke democratie en decentralisatie of in artikel 2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, in de gevallen waarin de overheidsopdracht onderworpen is aan de toezichhoudende overheid;

7° bij de Minister-President, de besluiten tot toekenning van subsidies, ongeacht het bedrag ervan, in uitvoering van de programmering bedoeld in artikel 18, 9° voor zover er geen budgettaire herschikkingen zijn tussen projecten binnen of tussen portefeuilles;

8° de rechtsvorderingen ingesteld als eiser en als verweerder in naam van de Regering, de bestemming van de aan het Gewest betekende deurwaardersexploten;

9° beslissingen om schikkingen of minnelijke schikkingen te treffen tot 500.000 euro;

10° de afgifte van getuigschriften;

11° de contracten van minnelijke overdracht, de kwijtingen, de huurovereenkomsten en andere akten betreffende de aankoop of de overdracht van onroerende goederen;

12° de vervolging en de vergunning van de onteigeningen die nodig zijn voor de uitoefening van zijn bevoegdheden, waarbij de eigenheid van de behandelde aangelegenheid tegenover de maatregelen van algemeen toezicht als bedoeld in artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aangevoerd wordt;

13° het afsluiten van huurovereenkomsten met een jaarlijkse huur van meer dan 125.000 euro.

Afdeling 2 — Gemeenschappelijke bijzondere bepalingen

Art. 25. Voor de materies die tot hun bevoegdheden behoren, hebben de Ministers machtiging om de wetten, decreten, besluiten, reglementen en omzendbrieven toe te passen, onverminderd de andere bepalingen van dit besluit.

Art. 26. Delegatie wordt verleend :

1° aan de Minister-President voor het toekennen van licenties voor de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munities en materieel die in het bijzonder bestemd zijn voor een militair gebruik, voor de ordehandhaving en van de daarmee verband houdende technologie, evenals van de producten en technologieën voor beide doeleinden, onverminderd de federale bevoegdheid voor die met betrekking tot leger en politie.

2° aan de Minister van Plaatselijke Besturen om de uitgaven die toegerekend worden op de basisallocaties bestemd voor het Fonds der Gemeenten, met inbegrip van de gewaarborgde aanvullende dotaties, het Fonds der Provincies en het speciaal Fonds voor maatschappelijke hulp, uitgetrokken op programma 17.091 Binnenlandse Aangelegenheden van de algemene uitgavenbegroting, evenals op de basisartikelen bestemd voor het gewestelijk fonds voor de gemeentelijke investeringen uitgetrokken op programma 14.048 gesubsidieerde Werken van de algemene uitgavenbegroting, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen;

3° aan de Minister van Plaatselijke Besturen voor de bevoegdheden bepaald bij de artikelen L1123-6, LL1123-13 en L2112-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en bij artikel 20 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met inbegrip van het horen maar behoudens de uitspraak van de tuchtstraf. In het kader van de behandeling van de tuchtdossiers kan de Minister van Plaatselijke Besturen een beroep doen op de territoriaal bevoegde Gouverneur, behalve als laatstgenoemde aan de oorsprong van het tuchtonderzoek ligt;

4° aan de Minister van Plaatselijke Besturen ,de beslissingen houdende goedkeuring van de begeleidingsovereenkomsten en de leningen in uitvoering van de wetgeving en de reglementering betreffende het gebruik van de C.R.A.C.-rekening waarvan sprake in de overeenkomst van 30 juli 1992, zoals gewijzigd, voorzover de financiële tegemoetkoming van het Gewest niet wordt gevraagd;

5° aan de Minister van Plaatselijke Besturen, de goedkeuring van de driejarenprogramma's bedoeld in artikel 3342-6 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en bedoeld in artikel 7, § 1, van het decreet van 29 april 2004 betreffende de gesubsidieerde werken vanaf 1 januari 2005;

6° aan de Minister van Onderzoek, de toekenning van de voordelen die verleend worden ter uitvoering van de wet- en regelgeving over de economische steun en de technologische tegemoetkomingen betreffende elk dossier dat verband houdt met tegemoetkomingen waarvan het bedrag lager is dan 3.720.000 euro en waarvoor de Inspectie van Financiën een gunstig advies uitgebracht heeft. Er wordt evenwel een halfjaarverslag met een lijst van de ondernemingen en het bedrag van de hen ter uitvoering van de relevante wetgeving verleende voordelen aan de leden van de Regering medegedeeld;

7° aan de Minister van Economie, de erkenning van de ondernemers en de toekenning van de voordelen die verleend worden ter uitvoering van de wet- en regelgeving over de economische steun en de technologische tegemoetkomingen betreffende elk dossier dat verband houdt met tegemoetkomingen waarvan het bedrag lager is dan 3.720.000 euro en waarvoor de Inspectie van Financiën een gunstig advies uitgebracht heeft. Er wordt evenwel een halfjaarverslag met een lijst van de ondernemingen en het bedrag van de hen ter uitvoering van de relevante wetgeving verleende voordelen aan de leden van de Regering medegedeeld;

8° aan de Minister van Begroting, het verlenen van de gewestelijke waarborg die toegestaan wordt ter uitvoering van de wet- en regelgeving over de economische expansie indien het te waarborgen krediet betrekking heeft op een maximumbedrag van 2.480.000 euro en de technologische tegemoetkomingen indien ze betrekking heeft op een maximumprogramma van 2.480.000 euro;

9° aan de Minister van Ruimtelijke Ordening, de besluiten tot goedkeuring van de plannen van aanleg en de stedenbouwkundige verordeningen op gemeentelijk initiatief en de herzieningen van gewestplannen op gemeentelijk en privé-initiatief;

10° aan de Minister van Verkeersveiligheid, de aanvullende politiereglementen voor het wegverkeer;

11° aan de Minister van Tewerkstelling en Vorming, de benoeming binnen de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming van de leden die de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

12° aan de Minister van Tewerkstelling en Beroepsopleiding, de benoeming van de leden van de Commissies voor Tewerkstelling, Opleiding en Onderwijs;

Art. 27. De Minister-President coördineert elke procedure inzake adviesverlening, overlegpleging, geschillen, vereniging of samenwerking met de federale overheid, de deelstaten of de Europese en internationale instellingen.

Deze procedures worden gezamenlijk voorbereid door de minister-president en de functioneel bevoegde minister, op initiatief van deze laatste.

Art. 28. De minister-president is voorzitter van de verschillende technische, financiële en toezichtcomités die zich bezighouden met kwesties in verband met Europese fondsen.

Elke beslissing tot vastlegging betreffende een Europees fonds of de Belgische cofinanciering ervan of een impulsfonds wordt onmiddellijk aan de Minister-President betekend.

HOOFDSTUK 8. — *Begrotingsinformatie*

Art. 29. § 1. Elk kwartaal en vóór de goedkeuring van een begrotingsdecreet door de Regering stuurt "Wallonie Finances Expertises" aan elk lid van de Regering :

een verslag van het Monitoringscomité;

een gedetailleerde begrotingsuitvoering voor elke overheidsbestuurseenheid.

§ 2. Elke Minister heeft rechtstreeks toegang tot de boekhouding der vastleggingen en vereffeningen wat betreft de aangelegenheden die onder zijn bevoegdheden vallen.

De Minister-President en de Vice-Minister-Presidenten hebben rechtstreeks toegang tot de boekhouding van alle vastleggingen en vereffeningen.

HOOFDSTUK 9. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 30. Worden opgeheven:

1° het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2024 tot regeling van de werking van de Regering;

2° het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2024 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten

Art. 31. Dit besluit heeft uitwerking op 15 juli 2024.

Art. 32. De Ministers zijn belast, elk wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 oktober 2024.

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,

A. DOLIMONT

De Vice-Minister-President en Minister van Ruimtelijk Beleid,
Infrastructuren, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,

F. DESQUESNES

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Industrie, Onderzoek,
Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JHOLET

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,

Y. COPPIETERS

De Minister van Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Sportinfrastructuur,

J. GALANT

De Minister van Toerisme, Erfgoed en Kinderopvangbeleid,

V. LESCRENIER

De Minister van Energie, Lucht-Klimaatplan, Huisvesting en Luchthavens,

C. NEVEN

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

A-C. DALCQ